

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II Supervision Report

Main report and appendices

Mission Dates: 17/07/2018 to 31/07/2018
Document Date: 03/09/2018
Project No. 2000000850
Report No. 4852-MG

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Abbreviations and Acronyms

AD2M	Appui au développement du Menabe et du Melaky
AHA	Aménagement hydro-agricole
AO	Appel d'offres
APD	Avant Projet détaillé
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne aux changements climatiques
AUE	Association des usagers de l'eau
CAP-FIDA	Cellule d'appui aux projets FIDA
CECAM	Caisse d'épargne et de crédit agricole mutuel
CEP	Champ école paysan
CF	Certificat foncier
CRIF	Centre de ressources et d'information foncière
CSA	Centre de services agricoles
CSF	Division du contrôle et des services financiers (FIDA)
DCP	Document de conception de projet
DRAE	Direction régionale de l'agriculture et de l'élevage
DRF	Demande de retrait de fonds
FDAR	Fonds de développement agricole régional
FIDA	Fonds international de développement agricole
FKT	Fokontany
GCV	Grenier communautaire villageois
GF	Guichet foncier
GPI	Grand périmètre irrigué
MFB	Ministère des finances et du budget
MGA	Ariary (monnaie malgache)
MPAE	Ministère auprès de la Présidence en charge de l'agriculture et de l'élevage
MPCP	Microprojet coup de pouce
OFID	Fonds de l'OPEP pour le développement international
OM	Opérateur de marché
ONGT	Organisation non gouvernementale de terrain
OP	Organisation paysanne
ORN	Office régional de nutrition
PEC	Périmètre d'épandage de crues
PI	Périmètre irrigué
PPI	Petit périmètre irrigué
PPS	Paysan producteur de semence
PTBA	Programme de travail et budget annuels
RMME	Rizière à mauvaise maîtrise d'eau
TdR	Termes de référence
UGP	Unité de gestion de projet
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique

A. Project Overview

Region:	East and Southern Africa Division	Project at Risk Status:	Not at risk
Country:	Madagascar	Environmental and Social Category:	B
Project Name:	Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II	Climate Risk Classification:	1
Project Id:	2000000850	Executing Institution:	Ministry of Agriculture and Livestock
Project Type:	Rural Development	Implementing Institutions:	not available yet
CPM:	Ibrahima Bamba		
Project Director:	Andrianainasoa RAKOTONDRATSIMA (Chef de projet)		
Project Area:	Régions Menabe et Melaky		

Approval Date	15/09/2015	Last audit receipt	not available yet
Signing Date	21/10/2015	Date of Last SIS Mission	31/07/2018
Entry into Force Date	30/12/2015	Number of SIS Missions	3
Available for Disbursement Date	25/01/2016	Number of extensions	0
First Disbursement Date	23/09/2016	Effectiveness lag	3 months
MTR Date	not available yet		
Original Completion Date	31/12/2022		
Current Completion Date	31/12/2022		
Financial Closure	not available yet		

Project total financing

IFAD Financing breakdown	ASAP Trust Fund	\$6,000,000
	IFAD	\$34,400,000
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$1,200,000
	National Government	\$7,600,000
Co-financing breakdown,	OPEC Fund for International Development	\$7,500,000
Project total financing		\$56,700,000

Current Mission

Mission Dates: 17/07/2018 to 31/07/2018

Days in the field: 6,5

Mission composition: FIDA: M. Ibrahima Bamba Chargé de Programme-pays FIDA, Chef de mission; Mme Rachel Senn, Chargée d'appui au Programme FIDA à Madagascar, FIDA; M. Jean-Charles Heyd, spécialiste en développement rural, chargé de la coordination technique, consultant; Mme Holy Raobelina, Chargée de nutrition auprès de la FAO, consultante; Mme Oumou Wane Touré, Spécialiste en gestion financière, consultante; M. Harifidy Ramilison, spécialiste en infrastructures rurales, consultant; M. Abdourahmane Ali Touré, spécialiste en chaîne de valeur, consultant; M. Fabien Randriambololona, Spécialiste en suivi-évaluation, consultant; M. Ndriana Rahaga, Coordonnateur de la CAPFIDA; M. Hery Rahaingo, Contrôleur interne de la CAPFIDA.
Gouvernement: M. Lucien F. Ranarivelo, Directeur général de l'agriculture (MINAE); M. Bruno Rakotomalala, Chargé de suivi des projets à la Direction générale de l'administration, de la programmation et du budget (MINAE); M. Razanadrainibe Lucien, Chargé de suivi des projets à la Direction de la dette publique (Ministère des finances et du budget).

Field sites visited: Région Menabe : districts de Miandrivazo, Ankilizato, Belo sur Tsiribihina et Morondava

B. Overall Assessment

Key SIS Indicator #1	Ø	Rating	Key SIS Indicator #2	Ø	Rating
Likelihood of Achieving the Development Objective		4	Assessment of the Overall Implementation Performance		4

Effectiveness and Developmental Focus	4	Project Management	4
Effectiveness	4	Quality of Project Management	4
Targeting and Outreach	5	Knowledge Management	4
Gender equality & women's participation	4	Value for Money	4
Agricultural Productivity	4	Coherence between AWPB and Implementation	4
Nutrition	4	Performance of M&E System	4
Adaptation to Climate Change	4	Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	4

Sustainability and Scaling-up	4	Financial Management and Execution	4
Institutions and Policy Engagement	4	Acceptable Disbursement Rate	2
Partnership-building	4	Quality of Financial Management	5
Human and Social Capital and Empowerment	4	Quality and Timeliness of Audit	5
Quality of Beneficiary Participation	4	Counterparts Funds	4
Responsiveness of Service Providers	4	Compliance with Loan Covenants	5
Environment and Natural Resource Management	4	Procurement	4
Exit Strategy	4		
Potential for Scaling-up	4		

Relevance

C. Mission Objectives and Key Conclusions

Background and Main Objective of the Mission

Une mission du Fonds international de développement agricole (FIDA) a séjourné à Madagascar du 16 au 31 juillet 2018 pour réaliser la supervision du Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky – Phase II (AD2M-II). L'objectif de la Mission était d'évaluer l'avancement des activités du Projet, de faire le point sur les dispositions prises pour rattraper les retards accusés jusqu'en 2017 et d'apprécier la réalisation des recommandations des missions de supervisions et d'appui de 2017 ainsi que de la qualité de la gestion administrative et financière du Projet.

AD2M-II, est un projet de mise à l'échelle de la stratégie, des approches et instruments mis en œuvre avec succès au cours de la première phase du projet AD2M-I. AD2M-II est entré en vigueur le 30 décembre 2015, sa durée d'exécution est prévue pour 7 ans, avec un achèvement au 30 décembre 2022.

L'objectif global du Projet est de contribuer à ce que les exploitations agricoles des régions Menabe et Melaky améliorent durablement leur revenu et leur sécurité alimentaire. Le coût total d'AD2M-II est de 56,75 millions USD dont: 34,427 millions financés par un prêt du FIDA; 6,006 millions par un don du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne au changement climatique (ASAP) du FIDA; 7,503 millions par un prêt du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID); 7,656 millions par le gouvernement de Madagascar et 1,158 million par les bénéficiaires.

Après une séance de présentation de l'état d'avancement du Projet à Antananarivo le 17 juillet, la Mission a effectué des visites de terrain du 18 au 24 juillet dans les districts de Miandrivazo, Mahabo et Belo sur Tsiribihina. Elle a visité des réalisations du Projet et eu des entretiens avec le Directeur régional de l'agriculture et de l'élevage (DRAE) du Menabe, des bénéficiaires, des responsables d'associations d'usagers de l'eau (AUE), des autorités locales, des acteurs du Projet comme l'Office régional de la nutrition (ORN), les quatre Organisations non gouvernementale de terrain (ONGT): CODE Menabe, MADE Sarl, TOKY FAMPANDROSOANA et SARAGNA, la société ECLOSIA/LFL, ainsi que les Caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel (CECAM). La Mission a ensuite tenu à Morondava des séances de travail avec les différents responsables de l'Unité de gestion du Projet (UGP) et les ONGT. La Mission a été reçue en audience par son excellence M. Randriarimanana Harison, Ministre de l'agriculture et de l'élevage, le 30 juillet 2018. Le calendrier détaillé de la Mission est disponible en appendice 10.

Les constats et recommandations de la Mission ont été présentés et discutés lors d'une séance de restitution à l'UGP à Morondava le 26 juillet, puis au Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAE) à Antananarivo le 31 juillet 2018, en présence de l'ensemble des Directions centrales concernées par le développement rural et des deux DRAE du Menabe et du Melaky.

La Mission tient à exprimer ses remerciements aux Autorités malgaches au niveau national et régional, ainsi qu'à toutes les personnes rencontrées pour leur accueil, leur disponibilité et leur contribution au bon déroulement de la Mission. Elle remercie également l'UGP et la Cellule d'appui au programme FIDA (CAP-FIDA) pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la Mission.

Key Mission Agreements and Conclusions

AD2M-II est dans sa troisième année d'exécution, mais, pour des retards au démarrage, ne compte qu'une année et demie d'exécution effective des activités sur le terrain. Le Projet est en train de rattraper l'année de retard prise en 2016. Les contraintes financières ont pu être levées, mais 2 contraintes externes majeures font peser de grands risques sur les performances futures du Projet et doivent être bien gérées dans la programmation des activités. Il s'agit de:

- L'éloignement et les difficultés d'accès à certaines zones d'extension (inaccessibles par voie terrestre en saison des pluies), qui limitent les possibilités d'accompagnement des producteurs, renchérissent les coûts d'approches et limitent les opportunités économiques et commerciales des ménages ruraux.
- Le niveau d'insécurité qui s'est gravement dégradé depuis un an en milieu rural, entraînant: (i) une démotivation des ménages ruraux; (ii) une difficulté à trouver des prestataires et (iii) des risques d'attaque physique accrus pour le personnel et les intervenants du Projet.

La Mission tient à souligner le grand engagement dont fait preuve le personnel de l'UGP et des ONGT pour réaliser le travail de terrain.

La Mission félicite aussi l'UGP d'avoir opté pour une approche stratégique pragmatique qui est d'entamer dès les premières années du Projet tous les aménagements hydro-agricoles afin de disposer de suffisamment de temps pour l'accompagnement organisationnel et technique des producteurs et l'exploitation des aménagements. Cela permettra d'augmenter le niveau de rentabilité et de viabilité des investissements réalisés.

La composante 1, portant sur l'amélioration des systèmes de production, a quasiment atteint sa vitesse de croisière et dégage déjà des résultats prometteurs. Les résultats de la composante 2, portant sur l'amélioration de l'accès aux marchés et aux opportunités économiques, sont plus diffus, mais devraient se densifier avec l'exploitation des nouveaux aménagements.

La Mission recommande donc en particulier à l'UGP de:

- Maintenir son approche pragmatique et proactive en matière de planification pour limiter au maximum les effets négatifs des deux contraintes majeures évoquées plus haut sur le calendrier de réalisation du Projet.
- Mettre tout en œuvre pour que les premiers aménagements hydro-agricoles soient livrés pour le 2ème trimestre 2019. La mise en service des aménagements est primordiale pour pouvoir dérouler ensuite les différentes activités de mise en valeur et d'appuis transversaux.
- Mettre un accent particulier sur le développement du volet semencier dans la zone d'extension par le renforcement des paysans producteurs de semence, l'amélioration de la demande solvable de semences de qualité par les producteurs, le contrôle renforcé par les services officiels des "semences" distribuées par les collecteurs, qui sont souvent du tout venant.
- Renforcer la structuration des producteurs en organisations de producteurs (OP) capables de représenter une force de négociation avec des opérateurs de marché (OM) et de répondre à un contrat de production conformément à un cahier de charges.
- Renforcer les activités de mise en relation des OP et des OM pour concrétiser les premières opérations de commercialisation contractuelle dans les différentes filières appuyées, en veillant à la fourniture des bons intrants.
- Améliorer la complémentarité et la synergie entre les volets agriculture, nutrition et environnement, par une meilleure interactivité entre les partenaires opérant sur ces différents volets.

Compte tenu du retard de la mise en œuvre des activités de terrain, la Mission recommande que la revue à mi-parcours soit menée au cours du 4^e trimestre 2019.

D. Overview and Project Progress

AD2M-II est placé sous la tutelle du Ministère de l'agriculture et de l'élevage (MINAE). Le Projet couvre 47 communes (consolidation des actions dans 20 communes touchées en phase I et zone d'extension couvrant 27 nouvelles communes dans la phase II), réparties dans 7 districts des régions du Menabe et du Melaky et vise à toucher 57 000 personnes. Il est articulé autour des 2 composantes techniques: (i) Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique (ii) Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques; et (iii) d'une composante de gestion du Projet.

Depuis la dernière mission de supervision de mars 2017, et malgré un contexte très difficile (éloignement et enclavement des zones d'extension; aggravation du niveau d'insécurité en zone rurale), le Projet a fourni un effort remarquable pour rattraper les retards. Cela se traduit au niveau du taux d'exécution financière global qui est passé de 3,5% (28/02/17) à 11,4% (30/06/18) et un taux d'exécution physique global de 16% au 30 juin 2018.

Composante	Taux d'exécution global au 30 juin 2018	
Exécution physique	Exécution financière	
C1. Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique	20%	11%
C2. Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques	4%	1%
C3 Gestion du Projet et suivi évaluation	16%	20%
Total	16%	11%

L'exécution budgétaire du Plan de travail et budget annuels (PTBA) 2017 est de 40% sur la base des décaissements (46% sur la base des réalisations financières incluant les engagements à payer au 31 décembre 2017. Celui du PTBA 2018 est de 15% pour le 1er semestre 2018. Ce dernier taux semble faible, mais au vu des dépenses engagées et des activités attendues au 2^e semestre 2018, le taux d'exécution financière du PTBA 2018 devrait atteindre environ 70% à la fin de l'année.

Un récapitulatif des principales réalisations par composante pendant la période sous revue est présenté ci-dessous.

Composante 1. Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique Sous-composante 1.1. Développement d'infrastructures productives résilientes

Planification territoriale. Au niveau communal, aucun des objectifs de planification communale prévus pour 2016-17 n'est atteint: aucun schéma d'aménagement communal (SAC) ou de plan communal de développement (PCD) est finalisé, toutefois des réunions d'information ont été faites et des structures locales (Comité technique pour les SAC et Structure locale de concertation pour les PCD) ont été mises en place. Au niveau régional, le schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT) de la région Melaky a été validé comme prévu en 2017, le processus pour le SRAT Menabe a démarré début juillet 2018. Le plan régional de développement (PRD) du Melaky a été validé en 2017. Le Projet a appuyé le renouvellement et l'élection des membres des Groupes de travail pour le développement rural durable (GTDRD) et des 2 Chambres d'agriculture (Tranoben'ny Tantsaha) régionales.

Le partenariat avec la Direction générale de la météorologie (DGM) est effectif: les diagnostics des sites d'implantation, les enquêtes des besoins des acteurs locaux sont réalisés. La fourniture de 4 stations agro-météorologiques, envisagée avec le Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies (UNOPS) n'est toujours pas contractualisée.

Aménagements hydro-agricoles. Des études d'avant-projet détaillé (APD) de 3 périmètres irrigués (PI) (3 695 ha) et 4 périmètres d'épandage de crue (PEC) (3 500 ha) ont été réalisées en 2017, dépassant l'objectif de surfaces prévues (139%). La qualité des études est bonne. En termes de travaux pour 2017, la confortation d'1 PI sur 2 prévus, a été réalisée (50%). Pour l'année 2018, le processus de passation de marché (3 DAOI et 4 DAON) effectué en 2017 a abouti à 8 marchés de travaux d'aménagement d'un montant total de 27,6 milliards MGA (équivalent à 8,4 millions USD) et concernant 7 490 ha. Les travaux sur 4 grands PI de 4 860 ha ont démarré au dernier trimestre 2017 et ont été poursuivis après les pluies en 2018, avec un taux d'avancement moyen de 11% au passage de la Mission. L'exécution de ce volet est jugée satisfaisante.

Sous-composante 1.2. Organisation et formation des producteurs

Organisation des producteurs. Les diagnostics de fonctionnalité de 38 OP (gestion des infrastructures, niveau de réalisation des PTA, etc.) ont été réalisés en 2017 et 2018, dont 25 AUE, 2 unions d'AUE, 2 comités de gestion de PEC (COGEPEC) et 9 associations d'éleveurs (AEL) dans la zone de consolidation. Il n'existe pas d'organisations de producteurs (OP) formellement structurées. 19 AUE ont bénéficié de visites-échanges intra-zones. Au total, 4 321 sur 4 759 prévus (91%) dont 821 femmes ont été touchés. 25 AUE et 2 Unions ont été suivis et formés sur le transfert de gérance des PI en 2018. Pour la zone d'extension, le Projet a procédé aux activités préparatoires de structuration au niveau des nouveaux PI: information et sensibilisation en 2017, identification des leaders et recensement des futurs usagers en 2018.

Education nutritionnelle. Les activités relatives à la nutrition consistent à effectuer de l'éducation nutritionnelle, suivie de démonstration culinaire, et la mise en place de jardins potagers. Les personnes touchées sont au nombre de: (i) 2 952 (148%) en 2017; et (ii) 390 (8%) au 1er semestre 2018. La mise en place des jardins potagers vient de commencer en 2018 avec un taux de réalisation de 17% par rapport à l'objectif final fixé par le Projet.

Sous-composante 1.3. Appui aux services agricoles efficaces

Sécurisation foncière. 12 guichets fonciers (GF) et 2 centres de ressources et d'information foncières (CRIF) ont été installés durant la phase I, 10 GF et 3 CRIF sont prévus d'être installés en phase II. Au total 6 GF et 2 CRIF dans la zone de consolidation sont bien opérationnels. 2 455 certificats fonciers (1 047 ha) sur 2 000 prévus, (123%) ont été établis en 2016-2017 et 263 (26%) au premier semestre 2018 au bénéfice de 1 747 individus dont 369 femmes (21,1%). Les 33 diagnostics socio-fonciers (DSF) prévus d'être réalisés en 2017 dans la zone d'extension n'ont pu être démarrés qu'en 2018. 2 GF sont en train d'être mis en place dans les communes pilotes de Manja (Menabe) et de Betanatana (Melaky), identifiées par le Gouvernement. L'emplacement des autres GF sera déterminé sur la base des résultats des DSF.

Conseil agricole et appui à la gestion des ressources naturelles. Le conseil agricole est réalisé à travers les champs écoles paysans (CEP) pour le riz, le haricot, le pois de Cap, l'arachide et l'oignon. En 2017, 142 CEP (146%), touchant 2 851 producteurs dont 748 femmes (26,2%) et couvrant 735 ha de superficie ont été réalisés. Pour le premier semestre 2018, 232 CEP (72%) ont été installés: (i) 182 CEP agriculture, regroupant 3 587 producteurs dont 1 166 femmes (30,2%) et couvrant 1 126 ha; (ii) 15 CEP apiculture regroupant 237 apiculteurs dont 22 femmes (9,3%) avec 456 ruches distribués; (iii) 4 CEP d'élevage porcin introduits à titre pilote à Maintirano; (iv) 31 CEP agriculture de conservation regroupant 365 participants dont 101 femmes (27,7%). En 2017, 39 pépiniéristes communaux ont été formés et 72 610 plants (208%) dont 4 950 fruitiers sont produits et mis en terre. En 2018 les plantations ont porté sur 67 660 arbres dont 39 803 fruitiers et 9 075 Moringa aux qualités nutritionnelles reconnues. La sensibilisation aux enjeux environnementaux et des plantations d'arbres ont eu lieu dans 41 écoles.

La construction de 14 couloirs de vaccination prévue est ajournée à cause de la réticence des éleveurs à rassembler le bétail en brousse. 2 locaux pour guichet unique bovins et 2 couloirs de vaccination au niveau de marchés de bovidés sont réalisés à Manja et Betanatana.

AD2M a contribué à la lutte antiacridienne par: (i) un abondement d'un million USD au programme géré par la FAO (2016); et (ii) l'appui aux opérations de prospection et de défense terrestre, menées en 2017, par les DRAE sous coordination de la CALAT. AD2M a également contribué à la lutte antimurine et contre la chenille légionnaire.

Le Projet a contribué à l'ouverture du Fonds de développement agricole régional (FDAR) Melaky et a doté les FDAR Menabe et Melaky de matériel roulant et informatique ainsi qu'un abondement aux fonds de service à hauteur de 110 millions MGA (36 600 USD) par région, dont 16,8% ont été décaissés aux producteurs en 2017.

Appui à l'accès aux intrants et petit matériel agricoles. La production de semences de qualité a porté en 2017 sur 26 t, dont 10 t de riz, 11 t de haricot et 5 t de pois du Cap. La production de semences au premier semestre 2018 s'élève à 6,7 t, dont 3,2 t d'arachide et 3,5 t de riz. AD2M a appuyé l'installation de 4 mécaniciens réparateurs de matériel motorisé (zone de consolidation), la formation de 8 nouveaux détenteurs de boutiques d'intrants et 2 ateliers de fabrication de ruches et de rayonneurs (zones d'extension). 1 706 unités de petit matériel agricole ont été produites par les ateliers promus par le Projet.

Microprojets aux plus vulnérables (MPV). En 2017, 94 MPV (107%) ont été mis en œuvre par 629 vulnérables (105%). Au premier semestre 2018, par manque de disponibilité de semences maraîchères, seuls 26 MPV ont pu être lancés. Au total, 735 unités de petit matériel agricole, 6 396 têtes de volaille, 447 ovins/caprins et 61 porcs ont été distribués.

Composante 2. Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques Sous composante 2.1. Infrastructures de désenclavement, stockage et valorisation des produits

Infrastructures de désenclavement. Après une actualisation de l'APD des 2 axes d'une longueur totale de 8,9 km en 2017, les travaux ont démarré sur l'axe Analambiby-RN34 (4,4 km) en 2018 avec, lors du passage de la Mission, un taux d'avancement de 20%. L'autre axe de 4,5 km (Tsarahotana-Ambatomisay) n'a pas encore démarré. Les prévisions de 2017 relatives à 1 embarcadère, 1 ouvrage de franchissement et l'acquisition d'une drague tractable n'ont pas été réalisées (0%).

Infrastructure de stockage. Les prévisions de 2017 concernaient 5 GCV et n'ont pas pu être réalisées du fait que les

négociations de partenariat avec l'IMF (CECAM) n'ont pas abouti pour, entre autres, des raisons d'insécurité. Le Projet n'a fait aucune prévision pour 2018 pour ce volet.

Sous composante 2.2. Appui au partenariat OP/OM et accès aux services financiers

Appui au partenariat OP/OM. En 2017 et 2018, il était essentiellement prévu d'appuyer: (i) la formation des embryons d'organisations professionnelles filières; (ii) l'intermédiation OP/OM; et (iii) la participation des producteurs leaders à des manifestations économiques. Les réalisations ont porté sur: (i) la formation des producteurs (compte d'exploitation) et leur sensibilisation/information sur les besoins des opérateurs (qualité d'arachide et haricot); (ii) des initiatives de mise en relation des producteurs avec les opérateurs de marchés: SAHANALA et opérateur chinois (arachide) et ECLOSIA/LFL (maïs). 35 paysans leaders ont participé aux foires nationales (FIER MADA et FIA), régionales (RENALA et MAHALOMBA), des districts (Miandrivazo et Manja) et à l'atelier de promotion du pois de Cap et de l'oignon à Manja.

Accès aux services financiers. Dans les zones d'extension, il est prévu de créer 3 nouvelles caisses avec CECAM en 2017. Les discussions menées avec CECAM n'ont pas pu aboutir à la conclusion d'une convention de partenariat en raison notamment de l'étroitesse des opportunités économiques et de l'insécurité, et les activités de promotion des services financiers en zone d'extension n'ont donc pas démarrée.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
Amender le contrat des travaux sur Beboka et de l'Assistant Technique Etablir un avenant : (i) au contrat de travaux sur le PI de Beboka pour l'inclusion de nouveaux prix sur les palplanches; et (ii) au contrat de l'Assistant technique, qui assure le rôle d'ingénieur de contrôle, afin de combler le retard de l'installation du bureau de contrôle.	CP	09/2018
Procéder à l'acquisition des stations agro-météorologiques en utilisant les 2 pro-forma déjà disponible avec un rapport justificatif.	CSCC	09/2018
Réévaluer toutes les alternatives de partenariat et leur viabilité à long terme pour démarrer la mise en place de services financiers dans les zones d'extension.	CP	09/2018
Organiser des visites échanges sur le couple OP-OM dans d'autres projets du FIDA, notamment PROSPERER.	ROP/CAPFIDA	10/2018
Organiser un atelier d'échanges sur les outils d'appui à la structuration des OP et d'appui à l'établissement du dispositif institutionnel couple OP/OM	ROP/CAPFIDA	10/2018
Renforcer la structuration des OP capables de représenter une force de négociation avec les opérateurs de marché.	ROP, CAOP	12/2018
Fournir des outils de gestion et d'entretien à la portée des membres des AUE.	CAOP	12/2018
Sensibiliser et former les producteurs et les collecteurs sur l'utilisation régulière de variétés bien adaptées et de semence de qualité.	CMVA	03/2019
Renforcer les opérations de mise en relation OP/OM et développer des modèles de contractualisation par filière.	ROP	06/2019

E. Project implementation

a. Development Effectiveness

Effectiveness and Developmental Focus		
Effectiveness	Rating: 4	Previous rating: 4

Justification of rating

Malgré un retard d'un an du démarrage des activités de terrain et les difficultés d'intervention dans certaines zones du Projet, la Mission estime que AD2M-II, est en mesure d'atteindre ses objectifs. La planification du projet se concentre sur la première composante liée à la maîtrise de l'eau et à la mise en valeur agricole pour les deux premières années afin de développer la deuxième composante, accès au marché. L'UGP et les ONGT mettent à l'échelle les acquis de la phase 1. Les choix stratégiques, les approches d'intervention testés et validés lors de la 1ère phase ont donné de bons résultats, largement appréciés par les populations. Ceci laisse présager une bonne adhésion des populations aux appuis du Projet. Il est cependant trop tôt pour pouvoir évaluer précisément les effets et les impacts. L'efficacité est jugée moyennement satisfaisante.

Log-Frame Analysis & Main Issues of Effectiveness

La deuxième phase du projet AD2M a démarré en janvier 2016, mais la mise en œuvre effective des activités de terrain, à partir de janvier 2017, ne couvre qu'une période de 1,5 année, car l'année 2016 a été une "année blanche", marquée par la mise en application de la réforme en matière de gestion et de régularisation des fonds d'emprunt des projets, qui a retardé d'un an la disponibilité des fonds sur les comptes d'opération du Projet. Ceci explique que les réalisations cumulées physiques et financières du Projet, respectivement de 16 et 11%, sont encore relativement modestes.

Au 30 juin 2018, le taux de réalisation physique global est de:

- 20% pour la composante 1 (Promotion de systèmes de production performants et résilients au changement climatique). Ce taux modeste est lié au fait que les importants travaux de réhabilitation/construction des aménagements hydro-agricoles sont au stade de démarrage. Les principales activités achevées (qui peuvent donc être comptabilisées au niveau du taux d'exécution) sont: la formation de 222 personnes sur la gestion des infrastructures, l'opérationnalisation de 12 GF, la mise en place de 2 ateliers de fabrication de matériels, l'appui conseil de 6 426 producteurs dans les CEP et le financement de 782 MP pour les vulnérables.
- 4% pour la composante 2 (Appui à l'accès aux marchés et aux opportunités économiques). Ce faible taux est lié à la non réalisation des infrastructures de désenclavement et de stockage (lié à la non concrétisation du partenariat avec l'IMF partenaire) et des activités connexes liées à ces travaux. De même, les activités de promotion du partenariat OP/OM qui demandent du temps n'ont pas encore débouché sur des contrats de commercialisation des produits. Pour le volet "Accès aux services financiers", le partenariat prévu entre CECAM et AD2M-II n'a pas pu être concrétisé, empêchant ainsi l'ouverture de nouvelles caisses et l'accès aux services d'épargne et de crédit de 4 600 personnes au niveau de la zone d'extension.

L'UGP a fait preuve de beaucoup d'engagement et d'effort pour rattraper les retards liés à l'année blanche de 2016, mais l'insécurité grandissante dans la zone du Projet, la faible réponse des entreprises aux appels d'offres de travaux ainsi que l'inertie de l'IMF partenaire expliquent en grande partie la faiblesse des taux de réalisation, en particulier au niveau des zones d'extension. Cependant 21 000 ménages sur 57 000 prévus (38%) et 530 groupements sur 1 735 prévus (38%) ont pu être touchés au cours de cette période.

La Mission propose qu'au cours de la revue à mi-parcours (RMP), une revue en profondeur de la théorie du changement soit réalisée afin de ressortir les facteurs internes/externes et surtout d'évaluer les risques majeurs et les mesures d'atténuation. En effet, certains risques ont pris une ampleur inattendue et peuvent réduire de façon importante le niveau d'atteinte des produits, effets et impacts attendus. Au cours des visites de terrain, beaucoup de producteurs ont indiqué qu'ils ont décapitalisé leur troupeau de bovins par peur des vols, qu'ils ont réduit les superficies cultivées par peur d'aller aux champs et réduction de la traction animale. Les opérateurs de marchés et les collecteurs locaux refusent d'aller dans les zones rouges. Signalons aussi que l'UGP est très réactive et adapte sa stratégie d'intervention par rapport à l'évolution du contexte de la zone d'intervention du Projet.

Development Focus		
Targeting and Outreach	Rating: 5	Previous rating: 4

Justification of rating

Le Projet a mis en œuvre le ciblage géographique, le ciblage direct, l'auto-ciblage et le ciblage spécifique pour la nutrition suivant les recommandations du document de conception de projet (DCP). Malgré les retards de démarrage, l'insécurité dans la zone du Projet et le problème de l'IMF partenaire n'ayant pas permis l'extension des services financiers dans la zone d'extension, AD2M-II a pu atteindre les bénéficiaires prévus. Les bénéficiaires des MPV, visités sur le terrain sont effectivement des exploitants agricoles de type 3. Au stade actuel, le crédit avec éducation (CAE) prévu pour les plus

vulnérables n'est pas encore disponible compte tenu de la problématique au niveau de l'IMF partenaire traditionnel du Projet. Le ciblage est jugé satisfaisant.

Main issues

Ciblage géographique. La première porte d'entrée pour le Projet est le pôle de développement agricole. Malgré les difficultés de mise en œuvre liées à l'insécurité grandissante dans la zone du Projet, 156 sur 214 fokontany (73%) ont été touchés par le Projet dans sa zone de consolidation et 77 fokontany sur 239 prévus (32%) dans la zone d'extension. Au total, le Projet a pu mener ses activités sur les 51% des fokontany prévus.

Ciblage direct. Les activités sont adaptées aux situations socio-économiques des ménages notamment par rapport à la typologie des exploitations agricoles familiales (EAF): (i) EAF 3, en situation de déficit alimentaire chronique, étant les plus vulnérables; (ii) EAF 2, ayant une autosuffisance alimentaire avec un surplus pour la vente; et (iii) EAF 1 tournées vers le marché.

Les 21 000 bénéficiaires sont répartis selon les types d'EAF comme suit:

- 2 100 EAF1, dont 81% bénéficie de la finance rurale dans la zone de consolidation, 5% de CEP agriculture, 5% d'appuis OP et foncier et 3% de reboisement.
- 17 800 EAF2 dont 35% bénéficie de CEP agriculture, 24% d'appuis OP, 19% de reboisement, 11% de services fonciers, 2% de CEP agriculture de conservation, 8% de finances rurales dans la zone de consolidation et 1% de CEP apiculture.
- 1 100 EAF3 dont 71% bénéficie de MPV et 29% de crédits avec éducation (CAE) dans la zone d'extension.

L'entrepreneuriat rural concerne les EAF 1 et 2. Les principaux appuis apportés par le Projet concerne la mise en place et l'équipement de: (i) 39 pépiniéristes (dont 3 femmes); (ii) 8 producteurs paysans semenciers (PPS): 4 pois du Cap, 3 haricot/arachide, 1 riz; (iii) 3 boutiques d'intrants; (iv) des artisans, fabricant du matériel agricole; et (v) des mécaniciens réparateurs de matériel motorisé.

Ciblage en termes de nutrition. Le Projet s'inscrit dans la logique des politiques nationales en matière de sécurité alimentaire pour le ciblage des populations vulnérables. Il travaille en étroite collaboration avec les ORN pour la mise en œuvre des activités de sensibilisation sur la nutrition. L'éducation nutritionnelle et la mise en place des jardins potagers font partie des activités qui ciblent particulièrement les femmes et les enfants en bas âge. Le Projet a installé 390 jardins potagers et réalisé 49 sessions de démonstration culinaire, qui ont touché au total 2 426 femmes sur 8 000 prévus (30%).

Gender equality & women's participation

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Parmi les 21 000 ménages touchés 6 000 ménages (28%) sont des femmes bénéficiaires directes d'activités du Projet. Dans la zone de consolidation, environ 2 500 femmes sont bénéficiaires des appuis sur le renforcement de capacités des OP, la finance rurale et dans le domaine du foncier. Dans la zone d'extension, les 3 500 femmes sont bénéficiaires des activités sur le CEP, le reboisement, les MPV et l'éducation nutritionnelle couplée avec la mise en place des jardins potagers. 826 femmes bénéficiaires sont affiliées aux OP représentant 19% des membres totaux. La prise en compte du ciblage des jeunes reste encore globalement tributaire de la finalisation des aménagements des nouveaux périmètres irrigués. La prise en compte du genre est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

Autonomisation économique des femmes et des jeunes. Afin de favoriser l'inclusion et l'autonomisation économique des femmes, le Projet a financé des activités productives développées par les femmes à travers le CEP dans le domaine de l'agriculture, de l'apiculture et de l'élevage porcin. Par ailleurs, 71% (soit 557) des 782 ménages bénéficiaires du MPV sont des femmes. Ces microprojets sont destinés pour les ménages les plus vulnérables et concernent l'agriculture, le maraîchage et le petit élevage adaptés à leurs besoins et leurs capacités. 463 sur 2 010 bénéficiaires de certificats fonciers (23%) sont des femmes. 935 sur 3 401 membres de caisses IMF (27%) sont également des femmes. Les discussions sur terrain avec les bénéficiaires ont permis à la Mission d'apprécier un début d'amélioration de la situation économique des femmes très vulnérables. 8 sur 15 animateurs de foyers améliorés sont des femmes. Ces activités sont génératrices de revenus tout en améliorant la nutrition au sein des ménages. Toutefois, l'accès des jeunes aux activités à vocation économique pour améliorer leurs conditions économiques reste encore limité (et peu documenté) au niveau des résultats du Projet (accès à la terre, accès aux facteurs de production, entrepreneuriat rural).

Les OP renforçant les capacités économiques des producteurs sont relativement rares dans la zone d'intervention du Projet. Il est indispensable de disposer d'un nombre d'OP plus élevé, offrant à leurs membres des services en matière d'approvisionnement ou de vente groupées afin de permettre à un maximum d'EAF d'évoluer vers le niveau 1, garant d'une autonomie économique durable.

Inclusion des femmes et des jeunes au niveau de la prise de décision. Les maires de trois des 47 communes appuyées par le Projet sont des femmes. Pour améliorer les capacités des maires à gérer les affaires communales, ils ont été formés sur des thématiques très pertinentes comme les aspects contextuels de la réforme foncière (les procédures de certification foncière, la simulation du coût de la certification foncière, les rôles et l'attribution des maires

dans la certification foncière, l'arbitrage foncier).

219 acteurs, dont 36 femmes, responsables de la validation des SAC et SRAT ont reçu des renforcements de capacités par le Projet à travers le partenariat avec le Ministère en charge de l'aménagement du territoire sur les procédures, les exigences et les objectifs de l'élaboration des divers schémas d'aménagement.

Le pourcentage des femmes au niveau des AUE/COGEPEC, AEL et CEP sont respectivement de 23%, 7% et 30%. Environ 52% des AUE/COGEPEC, 22% des AEL et 19% des OP au niveau des CEP ont au moins une femme au niveau de leur instance de décision (présidente, vice-présidente, conseillère, commissaire au compte, trésorière, secrétaire et paysans leaders). 62 femmes sont des paysans leaders au niveau des 320 CEP mis en place par le Projet.

Les activités qui ciblent principalement les jeunes filles sont les MPV, l'éducation environnementale et la mise en place des jardins potagers. Pour les jeunes hommes, les activités spécifiques qui devraient avoir plus d'effets sont les exploitations des périmètres irrigués, des baiboho et des tanety. Pour le moment, 20% des bénéficiaires sont des jeunes sur une prévision de 49% au niveau du DCP pour les nouveaux ménages bénéficiaires. Ce taux progressera avec l'achèvement des aménagements hydro-agricoles.

Agricultural Productivity	Rating: 4	Previous rating: 4
----------------------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

Les rendements obtenus sur les parcelles CEP sont largement supérieurs à celles cultivées traditionnellement: 3,4 t/ha contre 2 t/ha en traditionnel pour le riz; 0,9 t/ha contre 0,5 t/ha en traditionnel pour l'arachide; 1,1 t/ha contre 0,7 t/ha en traditionnel pour le haricot, et (iv) 1 t/ha contre 0,5 t/ha en traditionnel pour le pois du Cap. La formation technique des producteurs à travers les CEP, l'introduction de l'agriculture de conservation et de l'intersaison couplée à l'apport de fumure organique (fumier ou compost) et l'utilisation des semences certifiées ont été des éléments déterminants de l'augmentation de la productivité agricole (augmentation du rendement et de l'intensité culturale). La contribution à la productivité agricole est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

Sur le site de l'agriculture de conservation à Marolefo (Ambatolahy), la Mission a constaté une réelle utilisation des superficies disponibles pour les cultures telles que le niébé/haricot, l'arachide, le maïs. La culture principale étant le riz. Un producteur semencier a indiqué que la superficie qu'il alloue à la production de semences de haricot est passée de 4 à 10 ha avec un rendement de 1,3 t/ha de semences. La production des semences (toutes cultures confondues) est passée de 12 t en 2016 à 13 t en 2017 soit une augmentation de 8%.

Nutrition	Rating: 4
------------------	------------------

Justification of rating

La qualité des interventions est cohérente avec le volume de fonds alloué. Les réalisations pour l'éducation nutritionnelle ont dépassé de 47% les prévisions en 2017, une amélioration de l'alimentation des bénéficiaires a été observée pendant la visite des ménages. Pour 2018, la mise en place des jardins potagers est en cours et les activités d'éducation nutritionnelle et de démonstration culinaire sont planifiées pour août 2018. Une amélioration est nécessaire dans: (i) la sélection des bénéficiaires pour que plus de ménages touchés par le Projet bénéficient des formations en nutrition; et (ii) l'encadrement des activités dans le Melaky. Les activités de nutrition sont menées de manière moyennement satisfaisante.

Main issues

L'ORN a eu l'initiative d'apporter sa contribution pour améliorer les interventions, à travers la supplémentation en micronutriments pour les enfants de moins de 5 ans, et la mise en place d'élevage à cycle court, pour une meilleure source de revenu et un complément de protéine, de minéraux et de vitamines pour l'alimentation.

Les formations sur l'hygiène ont permis d'améliorer le comportement des bénéficiaires à travers le lavage des mains avec du savon, le nettoyage de l'eau, mais un effort est à mener sur l'élimination de la défécation à l'air libre, qui peut être source de contamination importante et d'un impact négatif sur la nutrition.

Pour les jardins potagers, les spéculations ne sont pas suffisamment variées dues aux contraintes du calendrier cultural, mais cela pourrait être amélioré pour les prochaines saisons. Le nombre de jardins potagers par fokontany devrait être augmenté pour rehausser le taux de consommation de légumes et des produits à haute valeur nutritionnelle.

La complémentarité d'activités de développement agricole et la supplémentation en micronutriments, l'hygiène et les démonstrations culinaires, devrait être renforcée pour améliorer les impacts sur la situation nutritionnelle. Un manque de communication entre les ORN et les ONGT fait que les ONGT ne se sentent pas très concernées par les activités de nutrition. Pour le ciblage, les ORN sont fortement focalisés sur les familles ayant des enfants de moins de 5 ans. Les interactions entre les ORN et les ONGT doivent être renforcées et l'éducation nutritionnelle être la plus large possible.

Conformément aux recommandations de l'évaluation du Programme pays du FIDA, il convient d'inclure la promotion de l'hygiène environnementale dans les villages. Il serait également judicieux de créer plus d'interactions entre: (i) les activités de nutrition et celles relatives à l'environnement; et (ii) les différents partenaires du Projet intervenant sur ces questions, afin de gagner en cohérence et en efficacité sur les résultats attendus. Le foyer amélioré peut être utilisé pour la démonstration culinaire et sa fabrication adaptée aux matériels locaux disponibles, comme la Mission l'a vu à Tsimafana. La complémentarité entre les jardins potagers, la plantation d'arbres fruitiers ou à usage alimentaire (Moringa p. ex.) devrait être mieux mise en évidence avec les démonstrations culinaires.

De premières discussions ont eu lieu entre l'UNICEF et le bureau-pays du FIDA, une mission de l'UNICEF dans le Menabe en avril 2018 a été menée pour évaluer l'intégration d'actions en eau, assainissement et hygiène (EAH) dans les interventions du Projet. Effectivement pour avoir un meilleur impact dans la nutrition, il est nécessaire d'améliorer l'hygiène et l'assainissement. La notion d'hygiène fait partie de l'éducation nutritionnelle, cependant les infrastructures font défaut au niveau de la communauté, une coordination d'intervention avec un partenaire pouvant apporter des contributions dans ce sens serait bénéfique pour un meilleur impact du Projet.

Les activités génératrices de revenus mises en place par les ORN et les MPV devraient être coordonnées, et l'ensemble des bénéficiaires pourrait s'associer pour créer un club nutrition, qui va assurer du conseil et de la sensibilisation sur la nutrition.

AD2M est un projet à vocation agricole comprenant des volets éducation nutritionnelle et démonstration culinaire. Les objectifs du Projet en matière de réduction de malnutrition chronique sont très ambitieux; il faudra les réévaluer à la RMP, car les activités d'AD2M vont avant tout jouer sur la diversification et le score de consommation alimentaires, qui auront des effets sur la réduction de la malnutrition chronique.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Development Effectiveness		
Améliorer l'intégration des aspects nutrition, hygiène, assainissement et environnement et les interactions entre intervenants dans les activités de sensibilisation et d'éducation des populations cibles du Projet.	ROP	09/2018

Adaptation to Climate Change

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Renforcée par le fonds ASAP, l'adaptation au changement climatique fait partie intégrante des interventions du Projet. Afin d'améliorer la résilience des plus vulnérables au changement climatique, 89 MPV à forte dimension environnementale ont été octroyés en 2017 et 26 en 2018. 782 personnes dont 557 femmes ont bénéficié de ces microprojets, représentant 46% des objectifs cumulés en 2018 et 16% de l'objectif général du Projet. Par ailleurs, les activités d'aménagements hydro-agricoles en vue d'une meilleure maîtrise de l'eau, de diffusion de techniques de riziculture améliorée, d'introduction de nouvelles variétés plus résilientes et d'amélioration de l'information climatique ont pu démarrer. L'adaptation au changement climatique est jugée moyennement satisfaisante.

b. Sustainability and Scaling up

Institutions and Policy Engagement

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Le Projet s'inscrit entièrement dans les politiques nationales, en particulier le Programme sectoriel agriculture élevage et pêche (PSAEP), la stratégie nationale de développement rizicole et la Stratégie de services aux agriculteurs (SSA). AD2M contribue activement: (i) aux interventions stratégiques mises en œuvre par le MINAE, en particulier la planification territoriale au niveau régional et communal, à la gestion foncière décentralisée et à l'appui à la mise en œuvre du Programme national foncier au niveau de la CCRF; et (ii) à la mise en œuvre de plusieurs instruments de la politique nationale comme le FDAR dans les deux régions, la lutte antiacridienne sur le plan régional et national. La participation au dialogue politique est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

Les investissements réalisés depuis des années par AD2M dans le domaine des aménagements hydro-agricoles, du développement de systèmes de production performant et résilient au changement climatique, du développement des services agricoles, du désenclavement et de la réalisation d'infrastructures de mise en marché donnent une visibilité très importante à l'action du MINAE et du Gouvernement dans ces deux régions rurales un peu délaissées. AD2M apporte un appui majeur au développement des activités des deux FDAR.

Justification of rating

Malgré l'éloignement des zones d'implémentation d'AD2M-2, le projet a développé des partenariats riches et diversifiés qui visent notamment à des services de qualité tant sur le plan technique que organisationnel et à créer les conditions favorables à la pérennisation des investissements réalisés. Ainsi les partenariats fructueux établis en première phase ont été renforcés sous forme d'accords formalisés et d'accords tacites qui génèrent des activités concrètes sur le terrain. La mise en œuvre de partenariats est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

Actuellement les partenariats majeurs en cours sont établis avec 4 ONGT de mise en œuvre des activités de terrain (CODE Menabe, MADE Sarl, TOKY FAMPANDROSOANA et SARAGNA), l'ONN/ORN, les FDAR, le Cellule de coordination de la réforme foncière (CCRF), la Direction générale des services fonciers (DGSF), la Direction générale de la météorologie (DGM).

Sécurisation foncière. Une bonne collaboration est établie entre le Projet et les communes, notamment dans le cadre de l'appui à la planification territoriale et l'élaboration des SAC et PCD, l'appui à la sécurisation foncière locale à travers les GF et les CRIF.

Services et fonds de développement agricole. Dans le cadre du protocole établi avec le FDA national, les deux FDAR du Menabe et Melaky ont été dotés de matériels roulants et informatiques ainsi qu'un abondement aux fonds de service à hauteur de 110 millions MGA par région, pour le financement de projets professionnels des OPR/OPF et le développement de la mécanisation agricole. En fin 2017, 6 demandes d'OPF/OPR ainsi que 34 demandes individuelles de financement de matériel agricole ont été approuvées. Le Projet a également soutenu la formation de 23 personnes, composées de techniciens des DRAE, coordonnateurs et assistants des 10 CSA des deux régions, sur le mécanisme de partenariat entre les producteurs et les opérateurs de marché et l'utilisation des outils de communication.

Synergie entre appuis du Projet et des FDAR. Le rapportage sur l'utilisation des fonds du Projet alloués aux FDAR est annuel et donne peu d'informations sur le profil des bénéficiaires des subventions et leur localisation par rapport aux pôles de développement d'AD2M. La disponibilité de ces données est importante pour pouvoir les inclure dans le système de suivi-évaluation du Projet et évaluer et renforcer les synergies des appuis du FDAR avec ceux fournis directement par le Projet.

Finance rurale. Dans le DCP, il était prévu que CECAM soit le partenaire de mise en œuvre des activités de microfinance dans les zones d'extension de la 2ème phase d'AD2M, car c'est la seule institution de microfinance ayant répondu à l'appel d'offres d'extension dans la région Melaky, vers la fin de la 1ère phase. Après 2 réunions de négociation organisées par le Projet, CECAM a décliné l'offre de partenariat arguant de l'étroitesse des opportunités économiques et de l'insécurité dans les zones visées.

Recherche adaptative. Des travaux de sélection variétale sont soutenus et menés par les chercheurs du FOFIFA. Concernant l'agro écologie, la mise en place des sites est reprogrammée en 2018.

Sensibilisation et éducation environnementale. La collaboration planifiée avec le WWF n'est pas encore effective et sera revue en fonction des besoins de renforcement au niveau des écoles cibles et des ONGT. Les écoles sont identifiées et des actions de sensibilisation sont initiées avec la Direction régionale de l'environnement et des eaux et forêts (DREEF) dans les communes de Betanatana et d'Andranovao. Les ONGT continuent la sensibilisation des élèves sur l'environnement au niveau de 41 établissements scolaires.

L'appendice 4 fournit la liste des partenariats actuellement établis ou en cours d'établissement par AD2M-II.

Justification of rating

Dans le cadre de la planification territoriale, des formations ont été dispensées à 219 acteurs locaux dont 36 femmes des 2 régions Melaky et Menabe sur les objectifs, approches et méthodes à suivre pour l'élaboration de SRAT. Au niveau des plateformes régionales, (GTDRD et TTR), des séances de formation et communication ont été données aux membres avant l'élection de leurs bureaux. Le Projet a réalisé des formations, recyclages et visites-échanges intra-zones, particulièrement à l'attention de différents bénéficiaires: membres des AUE, adoptants des foyers améliorés capables de former d'autres utilisatrices potentielles, boutiquiers d'intrants. L'appui au développement du capital humain et social est jugé moyennement satisfaisant.

Main issues

Dans le cadre de la sécurisation foncière, les acteurs locaux ont été formés sur les procédures de reconnaissance locale et les modalités d'établissement de procès-verbal de reconnaissance foncière locale. Les maires de la zone d'intervention

du Projet dont 1 femme maire de la commune d'Anosimena ont bénéficié de renforcement de capacité sur le volet foncier notamment sur les aspects contextuels de la réforme foncière, les procédures de certification foncière, les rôles et attribution des maires dans la certification foncière, etc.

Les membres des AUE de la zone de consolidation ont bénéficié de formations sur la gestion des réseaux hydrauliques, et ont été appuyés dans l'élaboration de leur PTA. Le diagnostic participatif de fonctionnalité des AUE et des Unions est une formation en elle-même en vue de l'autonomisation des AUE. Les visites-échanges se sont avérées très productives à l'exemple de l'Union de Migodo qui a innové avec le Carnet des usagers d'eau et qui montre une réelle évolution dans le sens d'améliorer la gestion du réseau hydraulique et la contribution aux frais d'entretien. Les personnes formées sur les foyers améliorés sont capables d'appuyer la diffusion de ce produit.

Autonomisation. Le Projet est encore en phase de démarrage après une année et demie de mise en œuvre effective. A ce stade, les produits obtenus sont faiblement significatifs pour parler d'autonomisation des EAF/OP bénéficiaires dans la zone d'extension. Les aménagements hydro-agricoles sont en cours de réalisation. Les activités comme la réalisation des infrastructures de désenclavement et de stockage, la commercialisation des produits et un meilleur accès aux intrants et matériels agricoles sont à peine démarrées. Le retard de mise en service de nouvelles caisses de microfinance dans les zones d'extension va jouer défavorablement sur les opportunités d'autonomisation des EAF.

De même, les associations de producteurs et leurs membres ont pour le moment un faible contrôle sur les marchés des produits agricoles. Les activités préliminaires pour le couplage OP/OM pour améliorer la commercialisation des produits agricoles sont en cours mais, avec le peu d'expérience réussie dans les deux régions, demandent du temps pour déboucher sur des opérations de ventes contractuelles. Toutefois, 7 850 ménages ont été formés sur les activités génératrices de revenus à travers les CEP et les MPV. 782 vulnérables dont 557 femmes ont bénéficié de 115 MPV.

Les producteurs de semences de la première phase, toujours partenaires du Projet ont développé leur autonomie par rapport à l'obtention des semences de base auprès du Centre de recherche et la déclaration des cultures et de la production de semence auprès des Services officiels.

Quality of Beneficiary Participation	Rating: 4	Previous rating: 4
--------------------------------------	-----------	--------------------

Justification of rating

Les CEP sont un instrument d'apprentissage très apprécié par les producteurs qui y participent avec beaucoup d'engagement. Les techniques et pratiques culturelles apprises leur permettent de réduire les quantités de semences, d'améliorer la productivité du travail et des parcelles. D'autres bénéficiaires ont participé activement aux différentes formations, dans le cadre de la planification territoriale, le développement des foyers améliorés, les produits phytosanitaires (boutiques d'intrants). La participation des bénéficiaires dans les aménagements hydro-agricoles n'intervient que sur les travaux terminaux. La qualité de la participation des bénéficiaires est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

Le taux moyen de réalisation dans les CEP (toutes filières confondues) varie entre 20% et 30%, toutefois, les producteurs rencontrés pendant les visites montrent que ceux qui participent aux CEP démontrent un réel engouement et une bonne participation. Les producteurs ont participé largement aux diagnostics, à l'identification et au choix du CEP.

Vulnérables. Le Projet a développé une stratégie pour l'inclusion des vulnérables dans le choix, la planification et la mise en œuvre des actions en leurs faveurs. En effet, ils ont participé à la réalisation de diagnostic participatif et ont contribué au choix des MPV à réaliser.

La participation des bénéficiaires en amont de la construction des aménagements hydro-agricoles n'intervient que vers la fin des aménagements (terrassement, canaux secondaires, recalibrage canaux secondaires, aménagement des canaux tertiaires).

Responsiveness of Service Providers	Rating: 4	Previous rating: 4
-------------------------------------	-----------	--------------------

Justification of rating

Les entreprises réalisant les grands chantiers d'aménagements hydro-agricoles disposent des moyens nécessaires et réalisent les travaux de manière satisfaisante. Toutefois, le recrutement des entreprises a souvent été difficile faute de réponses aux appels d'offre obligeant à relancer les appels d'offres. Les prestations des consultants sont satisfaisantes. Les fournisseurs promus dans le cadre du Projet (pépiniéristes, fabricants de petits matériels agricoles, multiplicateurs de semences, ...) répondent d'une manière acceptable aux demandes du Projet. Par contre, les commandes de matériel tel stations agro-météorologiques, équipements informatiques et kits solaires auprès de l'UNOPS connaissent des retards. La réactivité des prestataires de services est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

Les grands travaux d'investissement du projet se trouvent dans la région Melaky qui est une région très enclavée. Par

exemple, pour rejoindre le périmètre de Beboka par exemple, il faudra faire deux jours de voyage sur piste, en partant de la ville de Morondava, et le site est inaccessible en période de pluie. Pour celui de Marifilaly, il faut au moins 3 jours en parcourant plusieurs points et zones classés rouge en terme d'insécurité. Depuis le début de l'année 2018, un agent de l'ONGT et une voiture du projet ont été attaqués par les bandits.

Environment and Natural Resource Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Les interventions du Projet intègrent bien la dimension environnementale et la gestion durable des ressources naturelles notamment l'eau, le sol (gestion des terres, de la fertilité et de la structure du sol) et les ressources forestières (bois énergie). D'une manière générale, les travaux de construction et d'aménagement intègrent une clause environnementale dans les contrats avec les prestataires qui disposent d'une personne désignée responsable de la mise en œuvre et du suivi de l'intégration des différentes mesures énumérées dans les contrats. Comme les travaux viennent de commencer, la réalisation effective de ces mesures n'a pas encore été rapportée. La gestion de l'environnement et des ressources naturelles est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

Le développement de l'agriculture de conservation fait partie intégrante des interventions du Projet à travers les CEP. Compte tenu du retard d'installation des ONGT en 2017, aucun des 30 CEP agriculture de conservation prévus n'a été réalisé en 2017, tandis que 31 CEP sur 80 prévus ont été réalisés en 2018 au bénéfice de 365 producteurs dont 101 femmes. Afin de pouvoir mieux apporter des appuis conseils aux producteurs, les ONGT ont été renforcées par le recrutement de 3 agents spécialisés dans ce domaine en fin 2017 et par la formation de 22 techniciens agricoles et de 23 socio-organisateurs.

Dans le cadre de la diffusion de foyers améliorés à travers une collaboration avec le WWF, 15 paysans pilotes ont été formés dans la région de Menabe. Ces paysans pilotes devraient par la suite, assurer la formation à la demande des populations au niveau de leur commune. Depuis leur formation en avril 2018, les paysans pilotes ont pu fabriquer 79 foyers améliorés, destinés à leur usage personnel, à la démonstration pendant les sessions de formation et également à la vente. Cependant, le dispositif de formation en cascade n'est pas bien établi et le type de foyer amélioré préconisé (charbon de bois) n'est pas toujours adapté aux pratiques des ménages ruraux et au type de matériaux disponible in situ. Les foyers améliorés qui ont été installés à Tsimañana semblent beaucoup plus appropriés (matériaux de construction facilement disponibles à proximité, foyer utilisant le bois) pour les ménages ruraux. Le Projet et les ONGT devraient faire une évaluation de ces différentes expériences, afin de sélectionner les options les plus adaptées aux conditions des groupes cibles du Projet.

Le Projet a développé un vaste programme de plantation d'arbres à haute valeur écologique (protection des sols et des sources karstiques), économique et sociale (médicinale, alimentation, ...). A date, 72 610 plants au total ont été mis en terre. Il s'agit de 39 803 arbres fruitiers et 32 807 espèces à usages multiples, distribués auprès des établissements scolaires, des producteurs et des populations locales, suivant leur besoin et leur motivation. Le Projet a également appuyé la campagne de reboisement national à travers la dotation de 150 000 pots de pépinière à la Direction régionale en charge l'environnement.

Un programme d'éducation environnementale a également été développé au niveau de 41 établissements scolaires, même si la collaboration avec le WWF dans ce domaine n'a pas encore été concrétisée. La Mission a apprécié la réceptivité des élèves à la protection de l'environnement et leur engagement à aller plus loin dans la lutte contre la déforestation. L'éducation environnementale des élèves pourrait aller au-delà de la plantation et du reboisement, et intégrer d'autres techniques d'agriculture de conservation, de protection de l'environnement et de gestion rationnelle des ressources comme la fabrication de foyers améliorés, l'utilisation de pesticides biologiques, le compostage et la mise en place de pépinières au niveau de l'école.

L'approche intégrée au niveau des interventions devrait être renforcée davantage par l'introduction des pratiques respectueuses de l'environnement dans le programme d'éducation nutritionnelle avec l'ORN: utilisation de foyers améliorés pour la démonstration culinaire, promotion de l'agroforesterie, utilisation de fertilisation organique et de lutte biologique pour les jardins potagers.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Sustainability and Scaling Up		
Evaluer les expériences de diffusion de foyers améliorés et définir un volet de sensibilisation/diffusion de foyers améliorés cohérent et pertinent.	ROP/ONGT	10/2018

Exit Strategy

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

La 1ère phase du Projet est riche en matière d'approche stratégique, de bonnes pratiques, et d'outils à fort potentiel de réplication. L'approche pôle de développement représente la porte d'entrée de toutes les activités du Projet, permettant de créer des effets synergiques forts entre les différents volets d'activités. L'approche CEP et la production paysanne de semences permettent de répondre de manière appropriée aux besoins d'amélioration des performances des systèmes agricoles. L'introduction de cultures d'intersaison et de pratiques d'agriculture de conservation, appréciées par les petits producteurs, permet d'augmenter l'intensité culturale et la diversification des cultures et des revenus. Le potentiel de réplication est jugé moyennement satisfaisant.

c. Project Management**Justification of rating**

Le dispositif de mise en œuvre est opérationnel, les matériels nécessaires sont acquis et le personnel clé est recruté dans sa majorité. Seuls les postes d'Agronome pôle et de Chargé de passation de marchés n'ont pu être pourvus, malgré des appels à candidature. Les organes de pilotage (CROS et CNP) se sont réunis en fin d'année 2017 pour la revue des réalisations 2016-17 et l'approbation du PTBA 2018. Pour rappel, l'accord de financement prévoit deux réunions par an pour le CNP; celui-ci n'a pas encore effectué sa première réunion annuelle de 2018. L'évaluation annuelle des ONGT dont les conventions ont démarré en avril 2017 n'a pas encore été effectuée, de même que l'évaluation annuelle du personnel. La qualité de la gestion du Projet est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

Les réunions des CROS ont eu lieu respectivement le 7 et le 9 décembre 2017 pour les régions de Menabe et Melaky et ont abouti à la pré-approbation du PTBA 2018 avec des recommandations et observations. Le document final tenant compte de ces observations a été soumis au CNP lors de sa réunion du 21 décembre 2017, date à laquelle le PTBA 2018 a été approuvé avec des recommandations et observations. L'ANO du FIDA sur le PTBA et le plan de passation de marchés (PPM) 2018 a été obtenu le 2 avril 2018, suite à des informations supplémentaires fournies le 6 et le 31 mars.

Les postes retenus qui étaient à pourvoir en 2018, après reconduction du personnel de la phase I, étaient au nombre de dix, étant donné que le recrutement des postes de Chargé de commercialisation et de 2ème Assistant SE est prévu en 2019 ou au-delà, selon le développement des activités. Sept postes ont fait l'objet de processus de recrutement avec succès dont cinq déjà en fonction et deux devant prendre fonction en août. Trois postes ont fait l'objet de recrutement infructueux: Agronome pôle, 2ème Assistant comptable et Chargé de passation des marchés. Ce dernier poste a été remplacé par un Assistant en passation des marchés, dans l'attente de recrutement d'un Chargé de passation des marchés.

Vu l'urgence d'accélération des activités en vue d'exécuter l'essentiel du PTBA 2018 sur les cinq mois restant de l'année et pour éviter toute tension de trésorerie qui pourrait être causée par un retard dans la production des DRF, la Mission recommande de: (i) recruter un prestataire qui appuiera l'équipe comptable, dans l'attente de l'aboutissement du processus de recrutement de l'Assistant comptable qui devra être relancé; (ii) de procéder à un deuxième lancement du processus de recrutement d'un Chargé ou Responsable en passation de marchés et (iii) procéder à l'évaluation annuelle du personnel.

Gestion des partenaires d'exécution (ONGT). Pour assurer l'atteinte des objectifs assignés aux partenaires d'exécution, la Mission recommande d'apporter les précisions et modifications suivantes par signature d'avenants avec les ONGT: (i) modifier la fréquence de facturation de 3 mois à 1 mois; (ii) préciser la nature des listings à émarger selon le type de distribution (signature individuelle pour parcelle/matériel individuels, trois signataires pour parcelle ou matériel collectifs); (iii) préciser le caractère forfaitaire des charges incluses dans les contrats comme charges fixes que les ONGT facturent au Projet dans le cadre de leurs prestations.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
Procéder à l'évaluation annuelle du personnel.	CP	08/2018
Procéder à l'évaluation annuelle des ONGT.	ROP/CP	09/2018
Apporter les précisions et modifications nécessaires aux contrats des ONGT par avenant sur la fréquence de facturation, la nature des listings à émarger et le caractère forfaitaire des charges facturées.	Assistant PM, ROP, CP	09/2018

Knowledge Management

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Conformément aux recommandations de la première mission de supervision, le Projet a élaboré de bons produits de capitalisation sur les meilleures pratiques et les résultats majeurs obtenus au cours de la première phase. Bien qu'il ne dispose pas d'un plan spécifique en matière de gestion des savoirs, le Projet a identifié, priorisé et documenté les aspects innovants de la première phase qui feront l'objet d'étude de cas spécifiques au cours de l'année 2018. Le Projet devrait renforcer les activités de communication pour le développement, à travers l'élaboration d'un manuel, d'un plan de communication et surtout la mise en œuvre effective de ce dernier. La gestion des connaissances est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

En vue de consolider les acquis et d'appuyer la mise à l'échelle des meilleures pratiques issues de la première phase, et conformément aux recommandations de la première mission de supervision, les activités de gestion des savoirs initiés par AD2M-II ont logiquement porté sur les choix stratégiques et les principaux instruments d'appui, éléments clés du succès de la première phase. Deux produits ont été élaborés à cette fin et sont en cours de finalisation: (i) un document de capitalisation qui retrace la mise en œuvre de la première phase et met en exergue les approches, méthodologies et instruments innovants développés (pôles de développement, CEP, production semencière, culture d'intersaison, sécurisation foncière, services de finance rurale); (ii) un reportage vidéo sur les impacts des activités intégrées mises en œuvre dans le pôle rizicole d'Ankilizato-Malaimbandy.

A l'occasion des événements d'apprentissage sur la capitalisation promus par la CAPFIDA, le Projet a aussi priorisé et retenu des thématiques qui feront l'objet d'études de cas spécifiques: (i) l'accès des personnes vulnérables à la terre à travers la culture d'intersaison sur les périmètres irrigués; (ii) l'autonomisation des femmes par la promotion du crédit avec éducation; et (iii) l'amélioration de l'accès des producteurs à la terre à travers le système de sécurisation des droits secondaires. Les plans de capitalisation ont été élaborés sur les deux premiers sujets et les produits finaux devraient être disponibles avant la fin de l'année.

Par ailleurs, plusieurs expériences innovantes et intéressantes, qui mériteraient d'être documentées et partagées, sont déjà identifiables. Il s'agit de: (i) la sélection et la production d'une lignée de pois du Cap sans Menamaso (destinée à l'exportation) menée en partenariat avec le FOFIFA et les producteurs semenciers; (ii) les partenariats établis entre les producteurs et Sahanala et LFL, respectivement pour l'arachide et le maïs; (iii) la relance de la production d'agrumes à travers une vaste campagne de vulgarisation pour le renouvellement des plantations d'orangers dans le district de Maintirano. La Mission recommande d'intégrer la documentation des expériences en tant qu'outil d'apprentissage en continu, au fur et à mesure de la mise en œuvre, et de commencer dès à présent à élaborer des études de cas, des notes ou des articles sur les initiatives intéressantes.

En matière de communication, les activités mises en œuvre ont été concentrées sur l'information et la sensibilisation des bénéficiaires et des acteurs sur les interventions d'AD2M-II. Le manuel et le plan de communication, prévus en 2017, ne sont pas encore disponibles. Afin d'inscrire la communication dans une démarche cohérente et systématique visant à renforcer la mise en œuvre et consolider les résultats du Projet, *la Mission recommande d'élaborer ces outils de travail et de mettre en œuvre les activités selon les méthodes et le plan adoptés.*

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Project Management		
Finaliser et diffuser les produits de connaissances en cours, y compris les études de cas sur les thématiques prioritaires pour 2018.	RSE	12/2018
Documenter les premières expériences intéressantes enregistrées à ce stade.	RSE	12/2018
Élaborer le manuel et le plan de communication et mettre en œuvre les activités selon les méthodes et le plan adoptés.	RSE	12/2018

Value for Money

Rating: 4

Justification of rating

Les données de 2016 collectées dans les pôles de consolidation indiquent des taux d'adoption des techniques vulgarisées de l'ordre de 10 à 40% (riz de saison et de contre saison). Pour le haricot, les taux d'adoption varient de 60% à 100% selon les pôles de consolidation. Les taux d'adoption ne sont pas encore disponibles pour les autres cultures de rente (arachide, pois du cap, oignon) ainsi que pour le maïs. L'évaluation des taux d'adoption a permis de mesurer les superficies cultivées et les rendements des cultures avec adoption des techniques vulgarisées ainsi que les volumes de production commercialisés. Ces résultats ont permis d'apprécier les performances de 2017 et 2018. L'efficacité du Projet est jugée moyennement satisfaisante.

Main issues

Sur la base des statistiques collectées par le Projet seulement pour la campagne 2016 au niveau des pôles de consolidation. La valeur totale des spéculations (riz et haricot) s'évalue à 5,4 millions USD dont 3,4 millions USD (62%) pour les producteurs et 2,05 millions USD (38%) pour les autres maillons de la chaîne de valeur (collecteurs et autres opérateurs de marchés). Le volume de produits commercialisés est évalué à 20% de la production totale du riz et 80% de la production totale de haricot. Ce qui indique une relative performance surtout pour les producteurs, maillons de base de la chaîne et principaux bénéficiaires du Projet.

A travers l'analyse des comptes d'exploitation des différentes spéculations, on peut noter que les coûts unitaires de production des principales spéculations sont relativement bas comparés à ceux retenus dans le DCP. La valeur ajoutée qui peut être tirée par les producteurs est donc très intéressante et laisse présager un bon rapport coûts/bénéfices. Les données ne sont pas suffisantes pour tirer des estimations significatives. L'efficacité pourra être évaluée de manière plus complète lors de la RMP prévue en 2019 et qui inclura une analyse économique et financière du Projet à mi parcours.

Coherence between AWPB and Implementation

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

Au 30 juin 2018, les taux globaux des réalisations physique et financière du PTBA 2018 sont respectivement de 16% et 15%. Ce faible taux est lié au faible taux de décaissement des sous-composantes 1.1 et 2.1 qui représentent 73% du budget du PTBA 2018. Ces 2 sous-composantes contiennent des grands travaux d'aménagements hydro-agricoles et de désenclavement. Ces activités, actuellement engagées, permettent de prévoir un taux beaucoup plus élevé à la fin de l'année 2018, probablement de l'ordre de 70%. L'engagement de ces travaux est confirmé dans le PPM, exécuté à 48% en montant financier. La cohérence entre le PTBA et l'exécution est jugée moyennement satisfaisante.

AWPB Inputs and Outputs Review and Implementation Progress

Taux de réalisation physique et financière. Au 30 juin 2018, les réalisations cumulées du Projet au 30 juin 2018 sont estimées à 16% en termes physiques et 11% en termes financiers, les réalisations par composante sont les suivantes:

- Composante 1. Les réalisations cumulées sont estimées à 20% en termes physiques et 11% en décaissement. Les réalisations du PTBA 2018 se situent à 17% en termes physiques et 13% de décaissement. Cette composante représente 84,4% du budget du PTBA du Projet. Ce faible taux est lié en grande partie au faible décaissement des travaux d'aménagement hydro agricole de 7 100 000 USD prévu dans le PTBA, mais qui sont actuellement engagés.
- Composante 2. Les réalisations cumulées sont estimées à 4% en termes physiques et 1% en décaissement. Les réalisations du PTBA 2018 se situent à 0% en termes physiques et 0% de décaissement. Cette composante représente 8,5% du budget du PTBA 2018. Ce taux nul est lié au non démarrage des activités de finances rurales et des appuis au couplage OP-OM mais surtout du décaissement nul des travaux d'infrastructures de désenclavement (de 905 000 USD) mais qui sont engagés actuellement.

- Composante 3. Les réalisations cumulées sont estimées à 19% en termes physiques et 20% en décaissement. Les réalisations du PTBA 2018 se situent à 32% en termes physiques et 31% de décaissement. Il s'agit en grande partie du fonctionnement du Projet.

Pour le PTBA 2016-2017, les taux de réalisations physique et financière sont faibles, respectivement de 29% et 46%. Pour le PTBA 2018, les taux de réalisation physique et financière se situent à 14% en termes physiques et 15% en termes financiers.

Projection du taux de réalisation financière. L'équipe du Projet et la Mission ont estimé que le taux de réalisation financière du PTBA 2018 d'un montant de 11,4 millions USD dépassera les 70% si les travaux d'aménagement et les autres infrastructures engagés seront réalisés selon le planning présenté par l'équipe du Projet.

Performance of M&E System	Rating: 4	Previous rating: 4
--------------------------------------	------------------	---------------------------

Justification of rating

La cellule de suivi-évaluation (SE) est composée d'un Responsable (RSE) expérimenté sur le SE du FIDA, assisté par un Chargé de suivi en changement climatique et une Assistante en SE. Le Projet est en phase de migration de l'ancien SSE vers un autre système plus adapté et plus efficace pour AD2M-II. Les outils de collecte de données sont en cours de test et de validation. Cependant, le système actuel arrive à fournir d'une façon acceptable les informations nécessaires sur l'avancement des activités et les indicateurs de produits ainsi que le rapportage et le pilotage du Projet. La performance du SE est jugée moyennement satisfaisante.

M&E System Review

Cadre Logique selon SMRO. Suite à la réforme entamée par le FIDA au niveau de son système de suivi-évaluation et le partage effectué par la Chargée d'appui au Programme-pays et la CAPFIDA en mai 2018, le Projet a élaboré une version préliminaire du cadre logique mis à jour et a organisé deux ateliers de consultation de partage et d'appropriation avec l'équipe de l'UGP et des ONGT. Toutefois, compte tenu du nombre élevé actuel d'indicateurs du cadre logique (45 indicateurs après prise en compte des indicateurs de base de SMRO), la Mission recommande à l'équipe du Projet de retenir uniquement les indicateurs les plus pertinents dans le cadre logique pour le ramener à un maximum de 20 indicateurs et de mettre les autres indicateurs jugés utiles pour le pilotage et le rapportage dans un tableau de bord intermédiaire. Il s'agit de choisir les indicateurs qui représentent le mieux les résultats du Projet. Une mission de FIDA interviendra au mois d'août pour finaliser ce CL avec celui des autres projets du Portefeuille.

Mise en place du SSE. Le Projet a présenté à la Mission une version préliminaire du manuel de SE contenant les besoins en informations du Projet, le flux des données/informations, les rôles et responsabilités de chaque partie prenante, les outils de collecte et de rapportage. Le manuel a été élaboré d'une façon participative avec l'appui d'un consultant. Les outils de collecte sont en cours de test avant l'informatisation du SSE. La Mission recommande au Projet de tenir compte de la mise à jour du CL dans ce nouveau manuel de SE. La pleine opérationnalité du système informatisé est prévue vers le premier semestre 2019. Le RSE doit se consacrer davantage sur l'analyse et l'interprétation des données pour que le SE puisse jouer pleinement son rôle d'outil d'aide à la décision et que le Projet migre de plus en plus vers une gestion axée sur les résultats. La Mission a constaté que les données sur les bénéficiaires sont bien désagrégées en genre masculin et féminin mais il faudrait également identifier les jeunes selon la définition de la loi à Madagascar (de 16 à 30 ans) et selon la typologie du FIDA (moins de 35 ans).

Situation de référence. Le DCP du Projet a prévu de réaliser les études pour établir la situation de référence socio-économique de la zone d'extension. Toutefois, le Projet a pris l'initiative d'étendre les études de base sur la zone de consolidation et d'inclure également des groupes témoins hors-zone du Projet mais ayant les mêmes caractéristiques socio-démographiques et économiques. La version préliminaire du dossier de consultation a eu l'ANO du FIDA pour la consultation de trois cabinets pour appel à soumission. Compte tenu de l'importance de cette étude, la Mission recommande au Projet de diligenter la conduite de cette étude afin d'avoir une situation de référence avant la fin de l'année 2018.

Suivi en panel. Etant donné que le Projet est encore en phase de démarrage de la deuxième phase, il est primordial de mettre en place un suivi socio-économique en panel afin de mieux évaluer les effets et les impacts du Projet par typologie de bénéficiaires. Le Projet devra profiter des études de base de la zone d'extension, de consolidation et hors zones pour la mise en place du suivi en panel. Les échantillons utilisés dans les études de référence feront l'objet de suivi socio-économique tous les deux ans jusqu'à la fin du Projet. Cette initiative permettra d'évaluer les effets et les impacts du Projet avec la méthode de double différence (avec/sans projet et avant/après projet) compte tenu de la disponibilité des données sur les changements au niveau des bénéficiaires et non bénéficiaires du Projet. *La Mission recommande au Projet de mettre en place le suivi en panel par typologie de bénéficiaires en utilisant les échantillons utilisés dans les études de référence.*

Requirements of Social, Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP)	Rating: 4
--	------------------

Justification of rating

Le Projet est classé dans la catégorie B avec un risque élevé au changement climatique. Cependant, le Projet ne dispose pas de plan de gestion sociale et environnementale pour l'ensemble des investissements structurants, conformément aux procédures SECAP. Les travaux d'aménagement du périmètre de Beboka et de Marifilaly (1 600 ha chacun) ont démarré sans avoir fait l'objet d'études d'impact environnemental et social conformément aux procédures SECAP et à la législation malgache (Décret MECIE). Toutefois, d'une manière générale, les interventions du Projet intègrent les mesures d'atténuation de risque et de renforcement de la résilience des écosystèmes et de la population prévues dans le DCP. La prise en compte des mesures environnementales est jugée moyennement satisfaisante.

SECAP Review

L'Appendice 12 sur la note SECAP du Projet n'a pas expressément recommandé l'élaboration de plan de gestion sociale et environnementale (ESMP – Environment and Social Management Plan) qui est requis pour les projets classés en catégorie A et B. Les études de mise en conformité environnementale des grands périmètres de Beboka et de Marifilaly vont démarrer et sont prévues d'être réalisées avant la fin 2018.

Le document SECAP à la conception du Projet propose des recommandations et des mesures d'atténuation des risques qui ont été réalisées par le Projet même si aucun plan d'action spécifique n'a été intégré dans les PTBA. Ces réalisations sont détaillées en annexe, illustrées par les exemples ci-après:

- Mesures d'atténuation à travers notamment: (i) l'intégration de la dimension environnementale au niveau des CEP: choix et variétés de cultures suivant les spécificités des terrains et notamment du stress hydrique, diffusion de pratiques respectueuses de l'environnement et économes en eau (SRI/SRA), lutte biologique intégrée, fertilisation biologique, lutte antiérosive, ...; (ii) la sécurisation foncière de 1 850 ha de terrain dont 90 ha en 2018 sur 650 ha prévues, donnant ainsi aux vulnérables l'opportunité de valorisation économique et sociale des périmètres.
- Approches à bénéfices multiples à travers la promotion de l'agriculture de conservation en topo-séquence basse permettant: (i) de limiter l'intensification de culture sur brûlis et les nouvelles défriches; (ii) une association de cultures et l'arboriculture fruitière qui assurent à la fois la gestion de la fertilité du sol et protection des sols contre l'érosion; (iii) l'amélioration de la résilience de la population par un surplus de revenus et l'amélioration de la nutrition.
- Processus participatif à tous les niveaux, plus particulièrement: (i) dans le ciblage des plus vulnérables, bénéficiaires des MPV; et (ii) à travers le dialogue social pour les aménagements de périmètres hydro-agricoles et la gestion de l'eau.
- Renforcement des capacités à travers des campagnes de sensibilisation des populations locales, le renforcement des capacités et l'accompagnement des associations des usagers de l'eau, la formation des autorités locales afin d'intégrer la dimension environnementale et climatique dans les PRD, SAC et SRAT, le renforcement des capacités des ONGT afin de diffuser de manière intégrée les techniques respectueuses de l'environnement.

<i>Agreed Action</i>	<i>Responsibility</i>	<i>Agreed Date</i>
Project Management		
Réaliser les études de mise en conformité environnementale des périmètres Beboka et Marifilaly.	CP, Chargé d'infrastructure rurale, Chargé de suivi en changement climatique	09/2018
Elaborer un ESMP pour les infrastructures concernées, intégrer dans PTBA/PPM/SSE et éditer un rapport spécifique SECAP à partir de 2018.	CP, Chargé d'infrastructure rurale, Chargé de suivi en changement climatique	12/2018

d. Financial Management & Execution

Disbursement by financier

Type	Name	Current Amount	Disbursed Amount	Actual Rate
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries	\$1,200,000		
	National Government	\$7,600,000		
Co-financing breakdown,	OPEC Fund for International Development	\$7,500,000		

Acceptable Disbursement Rate

Rating: 2

Previous rating: 4

Justification of rating

Main issues

Le Projet est dans sa 3ème année de mise en œuvre et son taux de décaissement est de 12,6% sur le prêt FIDA, 17,2% sur le don ASAP et 13,3% sur le prêt OFID. Les taux sur le financement FIDA et ASAP sont très faibles en comparaison au profil type de décaissement d'un projet agricole financé par le FIDA qui en 3ème année devrait être de 43%. Le décompte de la période de référence court à partir de la date d'entrée en vigueur du financement qui pour AD2M-II est le 30 décembre 2015.

Points saillants

Au 30/06/2018, les décaissements sur le prêt FIDA s'élèvent à 4 290 982,30 USD équivalant à 3 087 837,74 DTS sur une allocation de 24 500 000 DTS, soit un taux de décaissement de 12,6%. Ce taux de décaissement est faible, du fait du retard dans le démarrage du Projet, suite aux difficultés rencontrées pour mobiliser les fonds dans les comptes opérationnels, après la réforme sur la gestion des finances publiques. Deux demandes de retrait de fonds (DRF) sont en cours de finalisation pour un montant total d'environ un million USD, ce qui portera le taux de décaissement à 15,7% sur le prêt FIDA.

Sur le don ASAP, les fonds décaissés s'élèvent à 997 351,90 USD équivalant à 723 630,85 DTS sur une allocation de 4 200 000 DTS, soit un taux de décaissement de 17,2%. La faiblesse du taux de décaissement est due aux mêmes raisons que pour le prêt FIDA. Une DRF est en cours de préparation pour un montant d'environ 180 000 USD, ce qui portera le taux de décaissement à 20,3%.

Sur le prêt OFID, seule l'avance initiale d'un million d'USD a été décaissée à ce jour, soit un taux de décaissement de 13,3%. Une DRF a été envoyée pour 399 000 USD; elle portera le taux à 18,6%. Il est à noter que la date de clôture prévue sur le prêt OFID est actuellement au 31/12/2018. Le Projet doit donc préparer et faire envoyer par les autorités compétentes une demande d'extension de la durée du financement OFID de trois ans.

Fiduciary Aspects

Quality of Financial Management

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

La Mission note avec satisfaction les améliorations

Main issues

La Mission note avec satisfaction les améliorations notables suivantes: (i) élaboration des DRF sur le logiciel TOM2PRO; (ii) forte réduction des délais de mise à disposition des fonds logés à la Banque centrale suite à la réforme sur la gestion des finances publiques; (iii) mise à jour du manuel des procédures et application de nouvelles procédures pour la gestion du carburant entre autres; (iv) amélioration du système de contrôle interne avec la séparation des fonctions de finance/comptabilité des fonctions de logistique/administration; (v) suivi budgétaire effectué avec le logiciel TOM2PRO; (vi) résultats satisfaisants sur la vérification des états certifiés de dépenses (ECD); (vii) mise en œuvre des recommandations majeures de la dernière mission de supervision. La qualité de la gestion financière est jugée satisfaisante.

Points saillants

Des améliorations notables ont été apportées sur les flux du compte désigné logé à la Banque centrale vers les comptes opérationnels du Projet. Les problèmes constatés suite à la réforme dans la gestion des fonds des projets, ont été en grande partie résolus. Cependant le retard dans la production des DRF, qui étaient soumises sur Excel avant le recrutement de la Responsable financière et comptable (RFC), a conduit à une tension de trésorerie sur le prêt FIDA. Le rattrapage est en train d'être effectué, et la situation de trésorerie adéquate selon les recommandations du FIDA devrait être rétablie en août.

Le manuel de procédures a fait l'objet d'une mise à jour, conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision. Il fera l'objet d'un atelier de partage en août et sera envoyé au FIDA pour ANO et au CNP pour approbation.

Contrôle interne. Le pourvoi du poste de RFC par un nouvel recrutement a permis de séparer les fonctions comptabilité/finance des fonctions logistique/administration, ce qui constitue une bonne séparation des tâches et favorise un contrôle interne adéquat. Les principes de double signature conjointe sont appliqués.

La vérification des ECD n'a pas révélé de manquements au niveau des pièces justificatives. Cependant, à l'arrivée de la Mission, le Projet l'a informé de montants qui figurent en comptes d'avances et qui n'ont pas encore été présentés en ECD dans les DRF. En effet, la coordination a constaté en avril dernier un montant d'avances pour carburant payées à la station mais non encore justifiées en rapprochement avec les ordres de mission et autres demandes d'approvisionnement. Le Projet a ainsi pris l'initiative de contracter un cabinet chargé de faire la vérification des justificatifs correspondants. La Mission s'est assurée que le Projet a obtenu l'engagement signé du Chargé de l'administration et de la logistique à rembourser toute somme qui se révélerait injustifiée selon le rapport final de

vérification. Comme noté plus haut, la procédure de paiement à l'avance a été supprimée et depuis avril, le Projet a négocié avec deux stations le paiement a posteriori, après prise de carburant à la pompe sur la base d'un bon de commande et après rapprochement avec les ordres de mission et autres justificatifs.

Comptabilité et système d'information. Le Projet a commencé à exploiter efficacement le logiciel comptable TOM2PRO pour l'élaboration des DRF, le suivi budgétaire, le suivi des décaissements, le suivi des engagements/marchés, les états de rapprochement bancaires, etc.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
13. Préparer et faire envoyer par les autorités compétentes une demande d'extension de la durée du financement OFID	cp,rfc	10/2018
Recruter un prestataire pour appui à l'équipe comptable dans l'attente de recrutement de l'AC	CP, RFC	10/2018

Quality and Timeliness of Audit

Rating: 5

Previous rating: 4

Justification of rating

Audit report timely submitted with good coverage and justifications.

Main issues

Well prepared and informative. Withdrawal application statement is missing. Previous year recommendations missing.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
Etablir une« check-list» de tous les documents devant constituer un dossier-type de passation de marchés. S'assurer périodiquement, à partir de ce «check-list» que les documents sont classés exhaustivement.	PMU	10/2018
Etablir une fiche de suivi des marchés	Project Unit	10/2018
Gestion des carburants Mettre en place des procedures de suivi de la gestion du carburant plus adequat	PMU	10/2018
Tenir deux registres des immobilisations distincts pour les deux projets	PMU	10/2018
Obtenir le remboursement de 200 000 Ariary u fournisseur Saloua	PMU	10/2018

Counterparts Funds

Rating: 4

Previous rating: 4

Justification of rating

Contribution contrepartie plutot satisfaisante

Main issues

Le total de la contrepartie mobilisée au 30 juin 2018 est équivalent à 1 million USD sur la prévision de 7,6 millions USD, soit un taux de 13%. La contrepartie est constituée des contributions en numéraire (1 milliard MGA (330 000 USD) versé en 2017 et 800 millions MGA inscrits dans la loi de finances 2018, dont une partie est déjà versée), le reliquat étant constitué de droits et taxes. Le niveau de mobilisation de la contrepartie est jugé moyennement satisfaisant.

Justification of rating

La Mission note que les dispositions de l'Accord de financement sont globalement respectées. Il faut cependant noter que l'évaluation annuelle du personnel n'est pas effectuée.

Procurement**Procurement**

Rating: 4

Previous rating: 3

Justification of rating

La mise en œuvre de la passation de marchés est globalement conforme aux différentes réglementations en vigueur. Néanmoins, le cumul de fonction de la Chargée des infrastructures rurales en tant que Chargé de passation de marchés engendre des problèmes d'incompatibilité de tâches et de surcroît de travail pour une personne. Le Projet devrait adopter le format simplifié de PPM, à l'instar des autres projets FIDA, pour faciliter le suivi de la mise en œuvre du PPM. Afin de tenir compte de nouvelles activités et adoption de nouvelles méthodes de passation de marchés, il est important que le Projet procède régulièrement à la mise à jour de son PPM et l'envoie pour ANO au FIDA. La passation de marchés est jugée moyennement satisfaisante.

Procurement Review

Exécution du PPM 2016-2017 et 2018. Une mission de revue à posteriori a été réalisée au niveau du portefeuille du FIDA à Madagascar du 1 au 20 juillet 2018. Pour AD2M-II, les principales recommandations portent sur l'urgence du recrutement du Chargé de passation de marchés, l'amélioration du PPM et la centralisation de l'archivage. Aussi, cette mission de supervision s'est surtout focalisée sur l'efficacité et l'opérationnalité de la passation de marchés. Le taux d'exécution de la passation de marchés pour la période 2016-2017 est de: (i) de 68% en nombre et 82% en montant pour le financement du FIDA; et (ii) 29% en nombre et 86% en montant pour le financement de l'OFID. Pour le PPM 2018, le taux d'exécution au 30 juin 2018 est de: (i) 17% en nombre et 48% s en montant pour le financement FIDA; et (ii) 0% pour le financement OFID. Ce dernier taux est dû au non lancement du processus de passation de marchés pour le financement OFID. Ces taux ne tiennent pas compte des contrats par comparaison de prix et non répertoriés dans le registre.

Gestion globale de la passation de marchés. La gestion de la passation de marchés a été confiée à la chargée des infrastructures assistée par l'assistant en passation de marchés. La double fonction de la chargée de l'infrastructure a créé une surcharge de travail non acceptable au niveau de l'organisation du Projet. La Mission recommande le recrutement d'un Chargé de passation de marchés en plus de l'Assistant en passation de marchés.

Utilisation des documents types. La Mission a pu observer que le Projet utilise les documents types prévus selon les réglementations en vigueur. Toutefois, compte tenu de l'incomplétude du "volet passation de marchés" dans le manuel de procédures administratives et comptables, un consultant national a été recruté pour rédiger le nouveau manuel de passation de marchés (en cours de demande d'ANO du FIDA).

Respect des méthodes de passation de marchés et activités prévues dans le PPM La Mission a constaté l'introduction des activités non prévues dans le PPM et des changements de méthode sans l'ANO du FIDA. La Mission recommande que le Projet réactualise périodiquement son PPM et demande l'ANO du FIDA lors de l'intégration de ces changements.

Qualité des dossiers. La qualité des dossiers est globalement acceptable.

Registre de contrats. La Mission note que le registre des contrats utilisé au niveau du Projet est conforme mais ne contient pas les contrats passés par comparaison de prix (CFN). Il est important également d'intégrer dans le registre de contrat un référencement pour pouvoir lier le PPM et le registre et permettre une analyse plus fine de la mise en œuvre du PPM.

Suivi du PPM. La Mission a constaté que le PPM est bien renseigné pour la partie planification mais la partie réalisation n'est pas remplie. Elle recommande vivement que le tableau de suivi du PPM soit entièrement renseigné avec toutes les informations requises pour servir d'outils de pilotage du Projet. Un retard dans la mise en œuvre de PM aura des impacts négatifs sur la mise en œuvre effective des activités prévues et des produits attendus du Projet. Le PPM est un document évolutif et doit être actualisé périodiquement avec l'ANO du FIDA.

Archivage. Les documents de passation de marchés ne sont pas systématiquement archivés dans le même endroit (Antananarivo et Morondava). La Mission recommande de stocker les documents dans un même endroit selon le standard et d'établir une fiche d'archivage pour chaque dossier.

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Financial Management & Execution		
Mettre à jour le PPM et soumettre pour ANO au FIDA.	CP/Assistant PM	08/2018
Intégrer les contrats passés par CFN au niveau du registre de contrat.	CP, Assistant PM	08/2018
Recruter un chargé de passation et de suivi de marchés.	CP	09/2018

F. Agreed Actions

Agreed Action	Responsibility	Agreed Date
Overview and Project Progress		
Amender le contrat des travaux sur Beboka et de l'Assistant Technique Etablir un avenant : (i) au contrat de travaux sur le PI de Beboka pour l'inclusion de nouveaux prix sur les palplanches; et (ii) au contrat de l'Assistant technique, qui assure le rôle d'ingénieur de contrôle, afin de combler le retard de l'installation du bureau de contrôle.	CP	09/2018
Procéder à l'acquisition des stations agro-météorologiques en utilisant les 2 pro-forma déjà disponible avec un rapport justificatif.	CSCC	09/2018
Réévaluer toutes les alternatives de partenariat et leur viabilité à long terme pour démarrer la mise en place de services financiers dans les zones d'extension.	CP	09/2018
Organiser des visites échanges sur le couple OP-OM dans d'autres projets du FIDA, notamment PROSPERER.	ROP/CAPFIDA	10/2018
Organiser un atelier d'échanges sur les outils d'appui à la structuration des OP et d'appui à l'établissement du dispositif institutionnel couple OP/OM	ROP/CAPFIDA	10/2018
Renforcer la structuration des OP capables de représenter une force de négociation avec les opérateurs de marché.	ROP, CAOP	12/2018
Fournir des outils de gestion et d'entretien à la portée des membres des AUE.	CAOP	12/2018
Sensibiliser et former les producteurs et les collecteurs sur l'utilisation régulière de variétés bien adaptées et de semence de qualité.	CMVA	03/2019
Renforcer les opérations de mise en relation OP/OM et développer des modèles de contractualisation par filière.	ROP	06/2019
Development Effectiveness		

Améliorer l'intégration des aspects nutrition, hygiène, assainissement et environnement et les interactions entre intervenants dans les activités de sensibilisation et d'éducation des populations cibles du Projet.	ROP	09/2018
Sustainability and Scaling Up		
Evaluer les expériences de diffusion de foyers améliorés et définir un volet de sensibilisation/diffusion de foyers améliorés cohérent et pertinent.	ROP/ONGT	10/2018
Project Management		
Procéder à l'évaluation annuelle du personnel.	CP	08/2018
Procéder à l'évaluation annuelle des ONGT.	ROP/CP	09/2018
Apporter les précisions et modifications nécessaires aux contrats des ONGT par avenant sur la fréquence de facturation, la nature des listings à émarger et le caractère forfaitaire des charges facturées.	Assistant PM, ROP, CP	09/2018
Réaliser les études de mise en conformité environnementale des périmètres Beboka et Marifilaly.	CP, Chargé d'infrastructure rurale, Chargé de suivi en changement climatique	09/2018
Finaliser et diffuser les produits de connaissances en cours, y compris les études de cas sur les thématiques prioritaires pour 2018.	RSE	12/2018
Documenter les premières expériences intéressantes enregistrées à ce stade.	RSE	12/2018
Élaborer le manuel et le plan de communication et mettre en œuvre les activités selon les méthodes et le plan adoptés.	RSE	12/2018
Elaborer un ESMP pour les infrastructures concernées, intégrer dans PTBA/PPM/SSE et éditer un rapport spécifique SECAP à partir de 2018.	CP, Chargé d'infrastructure rurale, Chargé de suivi en changement climatique	12/2018
Financial Management & Execution		
Mettre à jour le PPM et soumettre pour ANO au FIDA.	CP/Assistant PM	08/2018
Intégrer les contrats passés par CFN au niveau du registre de contrat.	CP, Assistant PM	08/2018
Recruter un chargé de passation et de suivi de marchés.	CP	09/2018
13. Préparer et faire envoyer par les autorités compétentes une demande d'extension de la durée du financement OFID	cp,rfc	10/2018
Recruter un prestataire pour appui à l'équipe comptable dans l'attente de recrutement de l'AC	CP, RFC	10/2018

Etablir une« check-list» de tous les documents devant constituer un dossier-type de passation de marchés. S'assurer périodiquement, à partir de ce «check-list» que les documents sont classés exhaustivement.	PMU	10/2018
Etablir une fiche de suivi des marchés	Project Unit	10/2018
Gestion des carburants Mettre en place des procedures de suivi de la gestion du carburant plus adequat	PMU	10/2018
Tenir deux registres des immobilisations distincts pour les deux projets	PMU	10/2018
Obtenir le remboursement de 200 000 Ariary u fournisseur Saloua	PMU	10/2018

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II

Logical Framework

Results Hierarchy	Indicators							Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Annual Result (2017)	Cumulative Result (2017)	Cumulative Result % (2017)	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach Total Project Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members										
	Household members				71650	93370					
	1.a Corresponding number of households reached										
	Households	0		57000	11942	15562	27.3				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project										
	Males			178000	37300	48594	27.3				
	Females			164000	34350	44776	27.3				
	Groups receiving project services										
	Groups receiving project services	0		1735	265	269	15.5				
Goal											
Objective Les exploitations agricoles améliorent durablement leur revenu et leur sécurité alimentaire dans les régions du Menabe et Melaky.	Réduction de l'incidence de la pauvreté							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités			Stabilité sociopolitique dans le pays; Les conditions macroéconomiques s'améliorent;
	Réduction de l'incidence de la pauvreté dans Menabe	68.5		62.5							
	Réduction de l'incidence de la pauvreté dans Melaky	73.9		67.9							

Réduction de la prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités		
Menabe - Male	30.3		24.3						
Menabe - Female	30.3		24.3						
Melaky - Male	41.6		35.6						
Melaky - Female	41.6		35.6						
Augmentation l'indice d'accumulation des biens des ménages bénéficiaires directs du projet							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités		
Augmentation l'indice d'accumulation des biens des ménages	0		25						
Augmentation du revenu des bénéficiaires directs							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités		
Augmentation du revenu	0		50						
Réduction de 4 à 2 mois de la période de soudure des bénéficiaires directs							Situation de référence; Études socio-économiques; Enquêtes anthropométriques; Enquêtes périodiques auprès des ménages; Statistiques nationales; Rapports annuels d'activités		
Réduction de la période de soudure en mois	2		4						

Outcome 1.0 Des systèmes de production des EAF performants et résilients au changement climatique sont adoptés à large échelle.	Poor smallholder household members supported in coping with the effects of climate change						Rapport d'activités; Rapport de revue à MP; Rapports annuels de sondage sur les rendements;			R. Catastrophe naturel; R. Insécurité rurale;	
	Males				19120	29420					
	Females				17650	24520					
	Total household members			158540	36770	53940					34.0
	Producteurs ont adopté les techniques améliorées						Rapport d'activités; Rapport de revue à MP; Rapports annuels de sondage sur les rendements;				
	Producteurs ont adopté les techniques améliorées			15000							
	Augmentation du rendement moyen rizicole						Rapport d'activités; Rapport de revue à MP; Rapports annuels de sondage sur les rendements;				
	Augmentation du rendement moyen rizicole			100							
	Augmentation du rendement moyen des légumineuses						Rapport d'activités; Rapport de revue à MP; Rapports annuels de sondage sur les rendements;				
	Augmentation du rendement moyen des légumineuses			60							
	Augmentation du rendement moyen d'oignon						Rapport d'activités; Rapport de revue à MP; Rapports annuels de sondage sur les rendements;				
	Augmentation du rendement moyen d'oignon										
	Tonnes de productions agricoles additionnelles au niveau de la zone d'intervention						Rapport d'activités; Rapport de revue à MP; Rapports annuels de sondage sur les rendements;				
	Tonnes de productions agricoles additionnelles			37000							
Output 1.1 Des infrastructures productives résilientes sont mises en place	Community groups engaged in NRM and climate risk management activities						Rapport annuel d'activités			Adhésion des communes et régions	
	Groups	0		25	0	0					0.0
	SAC prennent en compte l'adaptation aux CC						Rapport annuel d'activités				
	SAC prennent en compte l'adaptation aux CC	0		19	0	0					0.0
	SRAT prend en compte l'adaptation aux CC						Rapport annuel d'activités				

	SRAT prend en compte l'adaptation aux CC	0		1	1	1	100.0			
	Périmètres hydro-agricoles aménagés et plus résilients aux CC							Rapport annuel d'activités		
	Hectares of land	0		9120	0	0	0.0			
	Ha additionnels de terres cultivables aménagées							Rapport annuel d'activités		
	Hectares of land	0		6470	0	0	0.0			
	Land under improved management practices							Rapport annuel d'activités		
	Hectares of land	0		24000	479	492	2.1			
	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated									
	Hectares of land			9100	0	0	0.0			
	People trained in community management topics									
	Women trained in other			165	36	36	21.8			
	Men trained in other			305	183	183	60.0			
	Village/community plans formulated									
	Village/community plans formulated			65	0	0	0.0			
Output 1.2 Les producteurs sont organisés	Producteurs membres d'AUE, AEL et OP appuyées par le projet							Rapports annuels d'activités; Rapports annuels d'évaluation des OP		
	Producteurs membres d'AUE, AEL et OP appuyées par le projet			27000	4321	4321	16.0			
	Producteurs membres d'AUE, AEL et OP ont bénéficié de formation									
	Producteurs membres d'AUE, AEL et OP ont bénéficié de formation				79	79				
	AUE, AEL et OP appuyées ont atteint un niveau de maturation "avancé"									
	AUE, AEL et OP appuyées ont atteint un niveau de maturation "avancé"			80	70	70	87.5			
	Groups managing social infrastructure with women in leadership positions							RIMS		

	Groups managing social infrastructure with women in leadership positions			132	38	38	28.8				
	Groups managing social infrastructure with women in leadership positions							RIMS			
	Groups managing social infrastructure with women in leadership positions			50	13	13	26.0				
	People in groups managing social infrastructure							RIMS			
	Females			2830	826	826	29.2				
	Males			14720	3495	3495	23.7				
	People trained in infrastructure management							RIMS			
	Males			1670	67	67	4.0				
	Females			370	12	12	3.2				
Output 1.3 Des services d'appui à la production de qualité sont disponibles	Guichets fonciers opérationnels							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP			Mobilisation des opérateurs privés
	Guichets fonciers opérationnels			23	12	12	52.2				
	Certificats fonciers délivrés (conjoint)							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP			
	Certificats fonciers délivrés (conjoint)			12000	1417	2455	20.5				
	Hectares de terres sécurisés (foncier)							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP			
	Hectares of land			78000	1092	1760	2.3				

Ménages ont un droit sécurisé à la terre							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Households			8000	989	1747	21.8			
Tonnes de semences de qualité produites							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Tonnes de semences de qualité produites			250	26	40	16.0			
Boutiques d'intrants fonctionnels							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Boutiques d'intrants fonctionnels			11	0	0	0.0			
Ateliers de fabrication de petits matériels agricoles en place							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Ateliers de fabrication de petits matériels agricoles en place			5	2	2	40.0			
Producteurs appuyés dans les CEP (dont 30 % femmes et 30% jeunes)							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Females				2055	2103				
Males				747	748				
Young				840	850				
Producteurs			14700	2802	2851	19.4			
Couloirs de vaccinations construits							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Couloirs de vaccinations construits			28	2	2	7.1			

Personnes vulnérables appuyées par les MP (50 % de femmes)							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Femmes			50	70	70	140.0			
Personnes vulnérables appuyées par les MP			4700	620	620	13.2			
CSA appuyés							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
CSA appuyés			7	7	7	100.0			
Montant en USD des financements des demandes par le FRDA							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Montant en USD des financements des demandes par le FRDA				73	73				
Agricultural/livestock production groups formed/strengthened							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Agricultural/livestock production groups formed/strengthened			1555	227	231	14.9			
Agricultural/livestock production groups with women in leadership positions							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Agricultural/livestock production groups with women in leadership positions			470	20	20	4.3			
Households receiving facilitated animals health services							Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
Households			4570	1049	1049	23.0			

	Land under improved management practices						Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
	Hectares of land			24000	479	492	2.1		
	3.1.3 Persons accessing technologies that sequester carbon or reduce greenhouse gas emissions						Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
	Females			4400	450	451	10.3		
	Males			9600	1154	1183	12.3		
	People accessing facilitated advisory services						Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
	Males			18150	3094	3716	20.5		
	Females			8300	1356	1551	18.7		
	People in agricultural/livestock production groups						Rapports annuels des GF et des CRIF; Rapports annuels des VMS; Rapports annuels des FRDA; Rapports annuels d'activités de l'UGP		
	Males			14740	2241	2289	15.5		
	Females			6400	1181	1182	18.5		
Outcome 2.0 L'accès des producteurs aux marchés rémunérateurs dans le cadre de filières priorisées est amélioré.	Augmentation (en %) de la valeur en USD des produits commercialisés annuellement.						Etudes & enquêtes sur la commercialisation effectué par un bureau d'études		
	Augmentation de la valeur en USD								
	Augmentation d'au moins 20 % de la marge nette des producteurs						Etudes & enquêtes sur la commercialisation effectué par un bureau d'études		
	Augmentation de la marge nette des producteurs			20					
Output 2.1 Des infrastructures de désenclavement et de stockage sont en place	Km de pistes rurales réhabilitées						Rapports annuels d'activités de l'UGP		
	Length of roads			34	0	0	0.0		
	Nombre de embarcadères construits						Rapports annuels d'activités de l'UGP		
	Nombre de embarcadères construits			9	0	0	0.0		

	Bâtiments construits (stockage, conditionnement)						Rapports annuels d'activités de l'UGP				
	Bâtiments construits (stockage, conditionnement)			24							
	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated										
	Storage facilities constructed/rehabilitated			34	0	0				0.0	
	Market facilities constructed/rehabilitated			4	0	0				0.0	
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded										
	Length of roads			20	0	0				0.0	
Output 2.2 Le partenariat OP/OM est promu	Producteurs bénéficiaires d'appui sur les spéculations de rente sont membres d'une OP commerciale						Rapport annuels d'activités de l'UGP			Le dialogue OP/OM est établi	
	Females			50	0	0					0.0
	Males			50	0	0					0.0
	Proportion des OP commerciales ont atteint un niveau de maturité "avancé"						Rapport annuels d'activités de l'UGP				
	Proportion des OP commerciales ont atteint un niveau de maturité "avancé"			80	0	0					0.0
	Tonnes/an de produits commercialisés via le partenariat OP/OM						Rapport annuels d'activités de l'UGP				
	Tonnes/an de produits commercialisés via le partenariat OP/OM			700		0					0.0
	Proportion des producteurs bénéficiaires d'appui sur les spéculations de rente sont impliqués dans le partenariat OP/OM						Rapport annuels d'activités de l'UGP				
	Proportion des producteurs bénéficiaires			17	0	0					0.0
Output 2.3 Des services financiers de proximité sont opérationnels et accessibles	Nouvelles caisses IMF ouvertes						Rapport annuels d'activités des IMF partenaires			Adhésion des IMF	
	Nouvelles caisses IMF ouvertes			8		0					0.0
	Nouveaux membres actifs/bénéficiaires des IMF						Rapport annuels d'activités des IMF partenaires				

[illegible]

	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies								
	Men trained in crop			13360	2241	2289	17.1		
	Women trained in crop			6000	1181	1182	19.7		
	People trained in post-production, processing and marketing								
	Females			90		0	0.0		
	Males			150		0	0.0		
	Staff of financial institutions trained								
	Males			170		40	23.5		
	Females			80		5	6.3		
	Value of gross loan portfolio								
	Value of gross loan portfolio				0	263			
	Value of voluntary savings mobilized								
	Value of voluntary savings mobilized				0	334			

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II Supervision Report

Appendix 1: Financial: actual financial performance; by financier by component and disbursements by category

Mission Dates: 17/07/2018 to 31/07/2018
Document Date: 03/09/2018
Project No. 2000000850
Report No. 4852-MG

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Appendice 1: Questions financières: Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Tableau 5.A: Performance financière par bailleur de fonds ('000 USD) au 30/06/2018

Source de financement	Budget alloué	Montant décaissé	% décaissé	Engagement, DRF en cours	Total déc. + engag.	% déc. + engag.	Solde disponible
Prêt FIDA	34 046,2	4 291,0	12,6%	1 041,8	5 332,7	15,7%	28 713
Don ASAP	5 788,7	997,4	17,2%	180,7	1 178,0	20,4%	4 611
Prêt OFID	7 500,0	1 000,0	13,3%	399,0	1 399,0	18,7%	6 101
Gouvernement	7 150,7	931,2	13,0%	150,9	1 082,2	15,1%	6 069
Bénéficiaires	1 081,6	0,0	0,0%	0,0	0,0	0,0%	1 082
Total	55 567,1	7 219,6	13,0%	1 772,4	8 991,9	16,2%	46 575

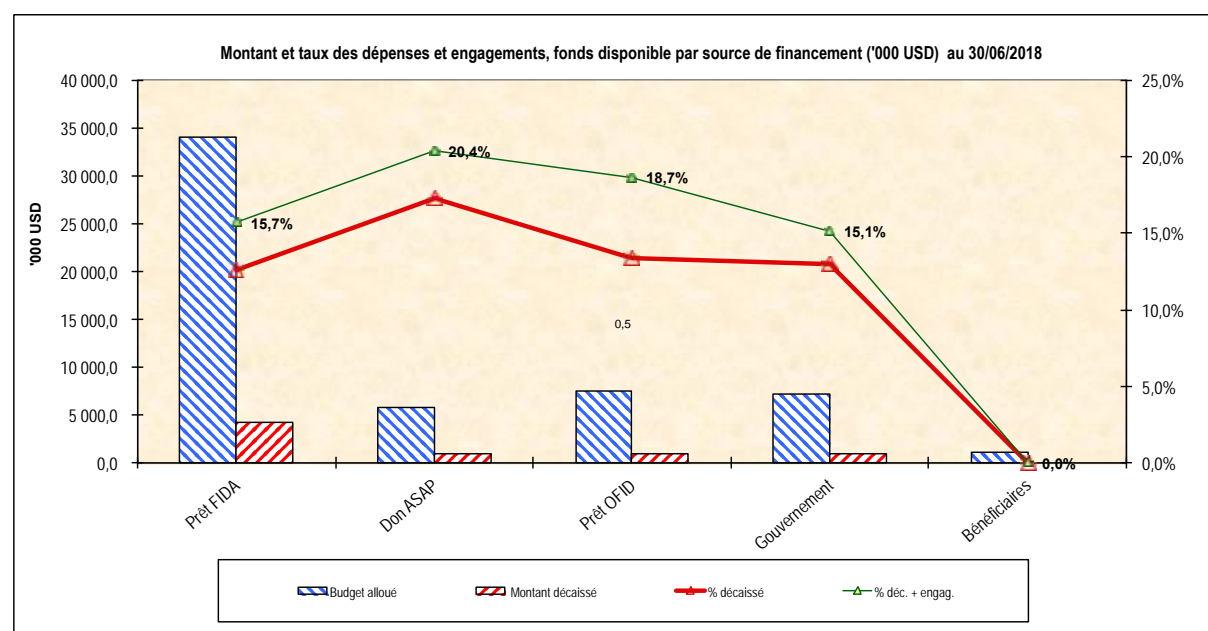


Tableau 5B-1: Dépenses par bailleur et par composante ('000 USD) au 30/06/2018

Composante / Sous-composante	Prêt FIDA			Don ASAP			Sous total FIDA		
	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	20 189,0	3 233,8	16,0%	5 802,8	505,4	8,7%	25 992	3 739	14,4%
1.1. Infrastructures productives résilients au CC	7 590,2	721,2	9,5%	2 342,8	212,5		9 933	934	9,4%
1.2. Organisation et la formation des producteurs	3 020,4	604,4	20,0%	23,3	-	0,0%	3 044	604	19,9%
1.3. Appui aux services agricoles	9 578,4	1 908,1	19,9%	3 436,8	292,9	8,5%	13 015	2 201	16,9%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	6 064,2	47,9	0,8%	-	-		6 064	48	
2.1. Infrastructures de désenclavement	4 544,7	9,0	0,2%				4 545	9	0,2%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM	1 519,5	38,9	2,6%	-			1 519	39	2,6%
3. Coordination du projet & S&E	8 132,3	1 218,6	15,0%	203,3	37,0	18,2%	8 336	1 256	
3.1. Coordination et gestion de Projet	6 850,0	1 157,2	16,9%	203,3	27,7	13,6%	7 053	1 185	16,8%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs	1 282,4	61,4	4,8%		9,4		1 282	71	5,5%
TOTAL	34 385,5	4 500,2	13,1%	6 006,1	542,5	9,0%	40 392	5 043	12,5%

Composante / Sous-composante	Prêt OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total Projet		
	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.	Prévision	Dépense	% dép.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	7 502,7	549,9	7,3%	6 174,7	339,9	5,5%	1 157,6	-		40 826,8	4 628,9	11,3%
1.1. Infrastructures productives résilients au CC	7 502,7	549,9	7,3%	4 378,8	159,7	3,6%	1 157,6			22 972,2	1 643,3	7,2%
1.2. Organisation et la formation des producteurs				517,0	31,8	6,2%				3 560,6	636,2	17,9%
1.3. Appui aux services agricoles				1 278,9	148,3	11,6%				14 294,1	2 349,4	16,4%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	-	-		985,0	0,1	0,0%	-	-		7 049,2	48,0	0,7%
2.1. Infrastructures de désenclavement				807,3	0,0	0,0%				5 352,1	9,0	0,2%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM				177,7	0,1	0,0%				1 697,1	39,0	2,3%
3. Coordination du projet & S&E	-	-		547,4	539,8	98,6%	-	-		8 883,0	1 795,5	20,2%
3.1. Coordination et gestion de Projet				509,4	539,8	106,0%				7 562,6	1 724,7	22,8%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs				38,0	0,0	0,1%				1 320,4	70,8	5,4%
TOTAL	7 502,7	549,9	7,3%	7 707,0	879,8	11,4%	1 157,6	-		56 759,0	6 472,4	11,4%

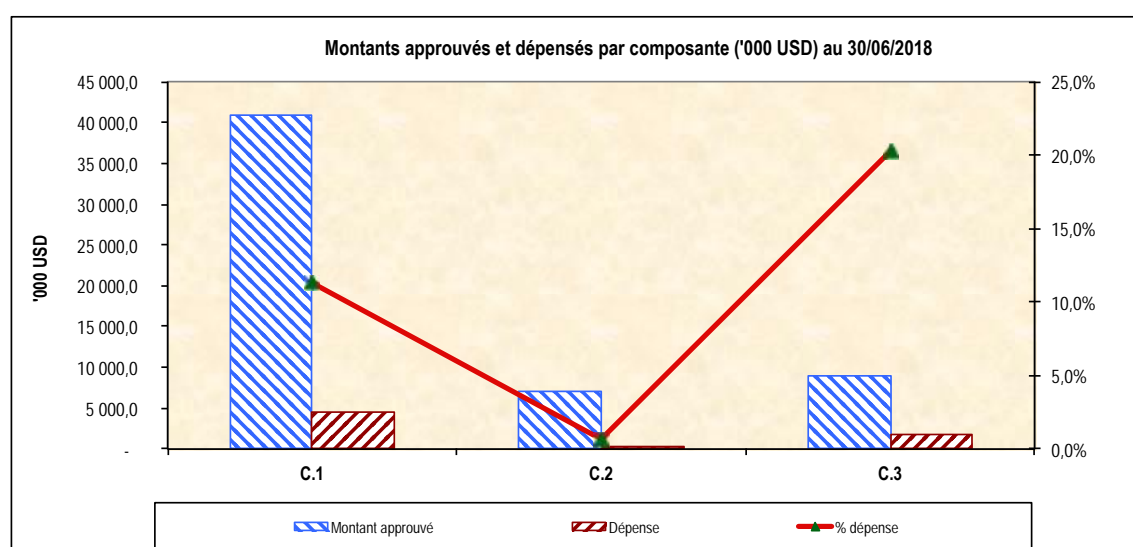


Tableau 3C: Performance par bailleur de fonds et par catégorie au 30/06/2018

Tableau 3C-1: Décaissement du Prêt FIDA n° 2000001263 ('000 DTS) au 30/06/2018

Catégorie	Budget initial	Montant décaissé	% décais.	Montant engagé la	Total déc. + engag.	% déc. + engag.
Avance au compte désigné		1 105,2			1 105,2	
I Consultants	6 360,0	714,8	11,2%	328,1	1 043,0	16,4%
II Génie civil	7 240,0	330,7	4,6%	172,3	503,0	6,9%
III Equipements et matériels	3 320,0	0,0	0,0%	42,0	42,0	1,3%
IV Formation	1 660,0	626,2	37,7%	44,2	670,4	40,4%
V Salaires et indemnités	2 580,0	84,2	3,3%	91,0	175,2	6,8%
VI Coûts de fonctionnement	890,0	158,5	17,8%	71,9	230,4	25,9%
Avance FAO (lutte anti-acridienne)		68,1			68,1	
Non alloué	2 450,0	0,0	0,0%		0,0	0,0%
Total	24 500,0	3 087,8	12,6%	749,5	3 837,3	15,7%

la DRF 6 & 7 en cours

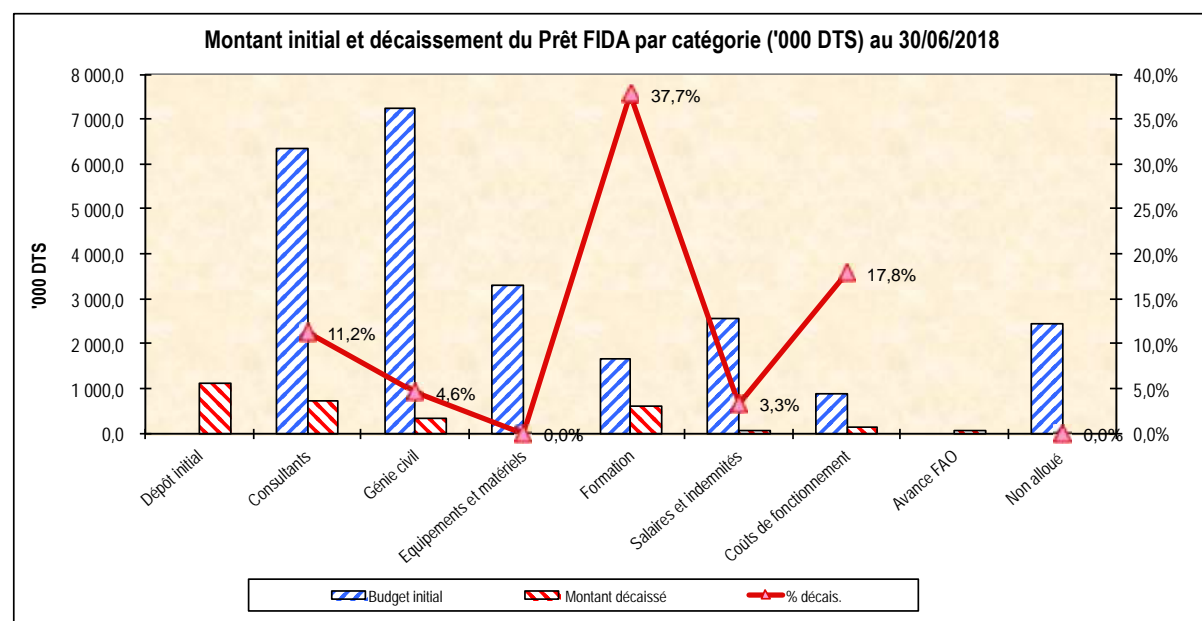


Tableau 3C-2: Décaissement du Don ASAP n° 2000001262 ('000 DTS) au 30/06/2018

Catégorie	Budget initial	Montant décaissé	% décais.	Montant engagé	Total déc. + engag.	% déc. + engag.
Avance au compte désigné		583,4			583,4	
I Consultants	470,0	15,5	3,3%	9,8	25,3	5,4%
II Génie civil	1 110,0	0,0	0,0%	38,6	38,6	3,5%
III Equipements et matériels	1 070,0	34,6	3,2%	4,7	39,3	3,7%
IV Formation	1 070,0	85,8	8,0%	72,8	158,6	14,8%
V Salaires et indemnités	80,0	4,3	5,4%	4,0	8,3	10,4%
VI Coûts de fonctionnement	0,0	0,0		1,0	1,0	
Non alloué	400,0	0,0	0,0%		0,0	0,0%
Total	4 200,0	723,6	17,2%	130,9	854,5	20,3%

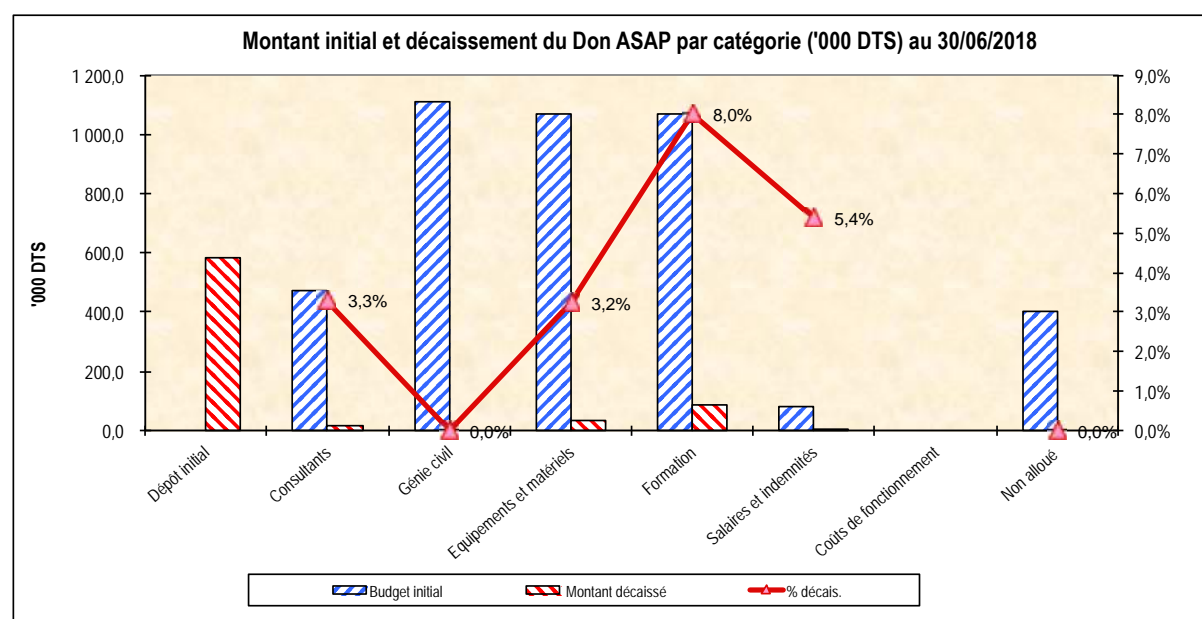


Tableau 3C-3: Décaissement du Prêt OFID n° 1654P ('000 USD) au 30/06/2018

Catégorie	Budget initial	Montant décaissé	% décais.	Montant engagé	Total déc. + engag.	% déc. + engag.
Avance au compte désigné		1 000,0			1 000,0	
I Aménagement et développement des infrastructures d'irrigation	6370,0		0,0		0,0	0,0
II Mise en valeur économique du périmètre irrigué	860,0		0,0		0,0	0,0
III Coordination et gestion du Projet	270,0		0,0		0,0	0,0
Total	7500,0	1 000,0	13,3%	0	1 000,0	13,3%

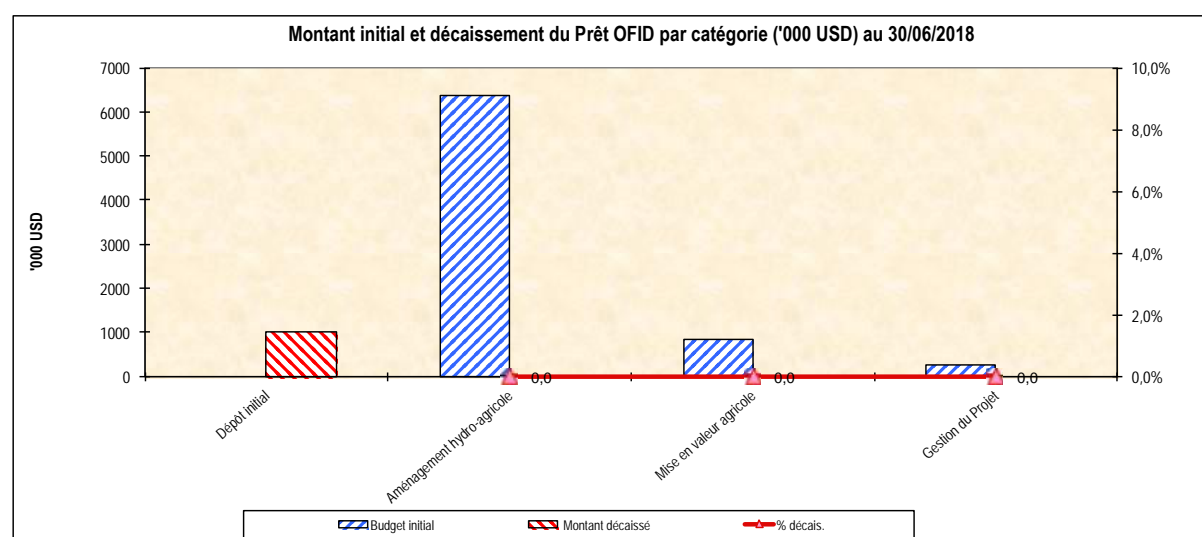


Tableau 4: Exécution des PTBA

Etat d'exécution du PTBA 2016 - 2017 ('000 USD) au 31/12/2017

Composante / Sous-composante	Prêt FIDA			Don ASAP			Sous total FIDA		
	Prévu	Réalisé	% réal.	Prévu	Réalisé	% réal.	Prévu	Réalisé	% réal.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	4 676,7	2 654,7	56,8%	803,8	312,2	38,8%	5 481	2 967	54,1%
1.1. Infrastructures productives résilientes au CC	1 853,0	289,8	15,6%	607,0	113,4		2 460	403	16,4%
1.2. Organisation et la formation des producteurs	532,7	494,0	92,7%	3,8	-	0,0%	537	494	92,1%
1.3. Appui aux services agricoles	2 291,0	1 871,0	81,7%	193,0	198,8	103,0%	2 484	2 070	83,3%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	791,1	49,5	6,3%	-	-		791	49	
2.1. Infrastructures de désenclavement	530,5	8,1	1,5%				530	8	1,5%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM	260,6	41,4	15,9%	-			261	41	15,9%
3. Coordination du projet & S&E	1 166,5	837,5	71,8%	20,4	30,8		1 187	868	
3.1. Coordination et gestion de Projet	1 030,2	804,3	78,1%	20,4	20,8		1 051	825	78,5%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs	136,3	33,2	24,4%		10,0		136	43	31,7%
TOTAL	6 634,2	3 541,7	53,4%	824,3	343,0	41,6%	7 458	3 885	52,1%

Composante / Sous-composante	Prêt OFID			Gouvernement			Total Projet		
	Prévu	Réalisé	% réal.	Prévu	Réalisé	% réal.	Prévu	Réalisé	% réal.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	1 311,0	365,8	27,9%	931,8	218,6		7 723,2	3 551,3	46,0%
1.1. Infrastructures productives résilientes au CC	1 305,1	365,8	28,0%	753,6	43,8	5,8%	4 518,7	812,7	18,0%
1.2. Organisation et la formation des producteurs	-	-		50,4	47,0		586,9	540,9	92,2%
1.3. Appui aux services agricoles	5,9	-		127,7	127,8		2 617,6	2 197,6	84,0%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	-	-	0,0%	139,5	23,8	17,1%	930,5	73,3	7,9%
2.1. Infrastructures de désenclavement	-	-	0,0%	107,5	23,8	22,1%	638,0	31,9	5,0%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM	-	-	0,0%	32,0	0,1	0,0	292,6	41,4	14,2%
3. Coordination du projet & S&E	137,4	63,0	45,8%	290,6	204,9	70,5%	1 614,9	1 136,2	70,4%
3.1. Coordination et gestion de Projet	137,4	63,0	45,8%	288,3	204,9		1 476,3	1 092,9	74,0%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs	-	-	0,0%	2,3	0,0		138,6	43,3	31,2%
TOTAL	1 448,4	428,8	29,6%	1 361,8	447,4	32,9%	10 268,7	4 760,8	46,4%

Réalisation financière = décaissé par le Projet + engagements (factures non encore payées)

Etat d'exécution du PTBA 2018 ('000 USD) au 30/06/2018

Composante / Sous-composante	Prêt FIDA			Don ASAP			Sous total FIDA		
	Prévu	Réalisé	% réal.	Prévu	Réalisé	% réal.	Prévu	Réalisé	% réal.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	4 659,2	734,1	15,8%	1 960,9	208,1	10,6%	6 620	942	14,2%
1.1. Infrastructures productives résilientes au CC	3 084,3	438,6	14,2%	1 586,9	103,8		4 671	542	11,6%
1.2. Organisation et la formation des producteurs	430,0	139,2	32,4%	8,6	-	0,0%	439	139	31,7%
1.3. Appui aux services agricoles	1 144,8	156,3	13,7%	365,3	104,4	28,6%	1 510	261	17,3%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	821,3	1,6	0,2%	-	-		821	2	
2.1. Infrastructures de désenclavement	759,0	1,4	0,2%				759	1	0,2%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM	62,3	0,2	0,4%	-			62	0	0,4%
3. Coordination du projet & S&E	681,4	210,5	30,9%	13,0	8,1		694	219	
3.1. Coordination et gestion de Projet	525,6	181,0	34,4%	13,0	8,0		539	189	35,1%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs	155,8	29,5	18,9%		0,0		156	30	19,0%
TOTAL	6 161,8	946,3	15,4%	1 973,9	216,2	11,0%	8 136	1 162	14,3%

Composante / Sous-composante	Prêt OFID			Gouvernement			Total Projet		
	Prévu	Réalisé	% réal.	Prévu	Réalisé	% réal.	Prévu	Réalisé	% réal.
1. Systèmes de production performants et résilients au CC	1 534,3	193,7	12,6%	1 451,1	132,1		9 605,5	1 268,0	13,2%
1.1. Infrastructures productives résilientes au CC	1 515,3	184,6	12,2%	1 263,5	90,0	7,1%	7 450,1	816,9	11,0%
1.2. Organisation et la formation des producteurs	19,0	9,1		41,6	13,9		499,2	162,2	32,5%
1.3. Appui aux services agricoles	-	-		146,0	28,2		1 656,2	288,9	17,4%
2. Accès aux marchés et aux opportunités économiques	7,0	0,3	0,0%	162,0	0,2	0,1%	990,3	2,1	0,2%
2.1. Infrastructures de désenclavement	7,0	0,3	0,0%	162,0	0,2	0,1%	928,0	1,9	0,2%
2.2. Appui aux OP, partenariat OP/OM	-	-	0,0%	-	-	-	62,3	0,2	0,4%
3. Coordination du projet & S&E	45,0	12,6	28,0%	73,8	227,4	308,0%	813,2	458,5	56,4%
3.1. Coordination et gestion de Projet	45,0	12,6	28,0%	73,8	227,3		657,4	429,0	65,3%
3.2. Suivi évaluation et gestion des savoirs	-	-	0,0%	-	0,0		155,8	29,6	19,0%
TOTAL	1 586,3	206,5	13,0%	1 687,0	359,7	21,3%	11 408,9	1 728,7	15,2%

Réalisation financière = décaissé par le Projet + engagements (factures non encore payées)

Etat de rapprochement des comptes

Etat de rapprochement du compte désigné FIDA

FORMULAIRE 104 - ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE DESIGNÉ (COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

(DANS LA MONNAIE DE DENOMINATION DU COMPTE DESIGNÉ - OPTION COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

Titre du projet : PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MENABE ET DU MELAKY (PHASE II)

DRF N° 0007

Période considérée : 04/12/2017 - 30/06/2018

Financement du FIDA n° : PRET FIDA

Compte désigné : 512010 - Banque CD PRÉT FIDA-USD-AD2M-II

Nom de la banque : Journal Banque CD PRÉT FIDA-USD-AD2M-II

USD

1. MONTANT TOTAL AVANCE PAR LE FIDA	1 500 000,00
2. MOINS MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA	0,00
3. EGAL ENCOURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE DESIGNÉ	1 500 000,00
4. SOLDE DU COMPTE DESIGNÉ SUIVANT RELEVÉ BANCAIRE JOINT A LA DATE DU 30/06/2018	122,34
5. PLUS SOLDE DU (DES) COMPTE(S) DE PROJET ENUMERES SEPARÉMENT	29 193,73
PLUS SOLDE DES COMPTES AUXILIAIRES ENUMERES SEPARÉMENT	497 679,80
PLUS SOLDE ARGENT EN CAISSE	70,31
TOTAL DES SOLDES BANCAIRES [COMPTE DESIGNÉ, COMPTE DE PROJET, COMPTES AUXILIAIRES ET ARGENT EN CAISSE]	527 066,18
6. PLUS MONTANT TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES JUSTIFIEES DANS CETTE DRF N° : 0007	668 978,93
7. PLUS MONTANT TOTAL PRELEVÉ DU COMPTE DESIGNÉ , DU COMPTE DE PROJET, DU COMPTE DE DON, MAIS PAS ENCORE DEMANDE POUR REAPPROVISIONNEMENT	-101 396,13
RAISON :	
8. PLUS MONTANTS DÉJÀ DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITÉS A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET/OU DEMANDES APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE	405 351,02

DEMANDE N°	DATE	USD	MONTANT
FIDA DRF 006 EN COURS	30/06/2018	USD	405 351,02

9. MOINS INTERETS COURUS CREDITÉS AU COMPTE Du 04/12/2017 Au 30/06/2018	0,00
10. MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIÉE	1 500 000,00
11. EXPLICATION DES ÉVENTUELS ÉCARTS ENTRE LES TOTALS INDICÉS AUX LIGNES 3 ET 10	0,00
11a. FRAIS BANCAIRES ET AUTRES COMMISSIONS NON REMBOURSABLES	0,00

12. Date : 06/08/2018

SIGNATURE

Etat de rapprochement du compte désigné ASAP

**FORMULAIRE 104 - ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE DESIGNE
(COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)**
 (DANS LA MONNAIE DE DENOMINATION DU COMPTE DESIGNE - OPTION COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

Titre du projet : PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU MENABE ET DU MELAKY (PHASE II)

DRF N° 0003

Période considérée : 28/12/2017 - 30/06/2018

Financement du FIDA n° : DON ASAP

Compte désigné : 512020 - Banque CD DON ASAP-USD-AD2M-II

Nom de la banque : Journal Banque CD DON ASAP-USD-AD2M-II USD

1. MONTANT TOTAL AVANCE PAR LE FIDA	800 000,00
2. MOINS MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA	0,00
3. EGAL ENCOURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE DESIGNE	800 000,00

4. SOLDE DU COMPTE DESIGNE SUIVANT RELEVÉ BANCAIRE JOINT A LA DATE DU 30/06/2018	197 351,90
5. PLUS SOLDE DU (DES) COMPTE(S) DE PROJET ENUMERES SEPARÉMENT	19 184,77
PLUS SOLDE DES COMPTES AUXILIAIRES ENUMERES SEPARÉMENT	212 701,70
PLUS SOLDE ARGENT EN CAISSE	0,00
TOTAL DES SOLDES BANCAIRES (COMPTE DESIGNE, COMPTE DE PROJET, COMPTES AUXILIAIRES ET ARGENT EN CAISSE)	429 238,37

6. PLUS MONTANT TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES JUSTIFIEES DANS CETTE DRF N° : 0003	182 049,85
7. PLUS MONTANT TOTAL PRELEVE DU COMPTE DESIGNE , DU COMPTE DE PROJET, DU COMPTE DE DON, MAIS PAS ENCORE DEMANDE POUR REAPPROVISIONNEMENT	184 707,54

RAISON :

8. PLUS MONTANTS DEJA DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITES A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET/OU DEMANDES APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE	4 004,24
--	----------

DEMANDE N°	DATE	USD	MONTANT
DRF ASAP 002 CAT 6 EN COURS	30/06/2018	USD	4 004,24

9. MOINS INTERETS COURUS CREDITES AU COMPTE Du 28/12/2017 Au 30/06/2018	0,00
10. MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIEE	800 000,00

11. EXPLICATION DES EVENTUELS ECARTS ENTRE LES TOTAUX INDIGUES AUX LIGNES 3 ET 10

11a. FRAIS BANCAIRES ET AUTRES COMMISSIONS NON REMBOURSABLES 0,00

12. Date : 04/08/2018 SIGNATURE

Etat de rapprochement du compte désigné OFID

FORMULAIRE 104 - ETAT DE RAPPROCHEMENT DU COMPTE DESIGNÉ (COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

(DANS LA MONNAIE DE DENOMINATION DU COMPTE DESIGNÉ - OPTION COMPTE D'AVANCES TEMPORAIRES)

Titre du projet : PROJET D'AMENAGEMENT PERIMETRE IRRIGUES BEBOKA/AD2M/BEBOKA)

DRF N° 0003

Période considérée : 15/12/2017 - 30/06/2018

Financement du FIDA n° : PRET OFID

Compte désigné : 512010 - Banque CD PRÊT OFID-USD-BEBOKA - 21560204008

Nom de la banque : Journal Banque CD PRÊT OFID-USD-BEBOKA

USD

1. MONTANT TOTAL AVANCE PAR LE FIDA	1 000 000,00
2. MOINS MONTANT TOTAL RECOUVRE PAR LE FIDA	0,00
3. EGAL ENCOURS ACTUEL DE L'AVANCE AU COMPTE DESIGNÉ	1 000 000,00
4. SOLDE DU COMPTE DESIGNÉ SUIVANT RELEVÉ BANCAIRE JOINT A LA DATE DU 30/06/2018	150,00
5. PLUS SOLDE DU (DES) COMPTE(S) DE PROJET ENUMERES SEPARÉMENT	35 216,18
PLUS SOLDE DES COMPTES AUXILIAIRES ENUMERES SEPARÉMENT	392 878,28
PLUS SOLDE ARGENT EN CAISSE	0,00
TOTAL DES SOLDES BANCAIRES (COMPTE DESIGNÉ, COMPTE DE PROJET, COMPTES AUXILIAIRES ET ARGENT EN CAISSE)	428 244,46
6. PLUS MONTANT TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES JUSTIFIEES DANS CETTE DRF N° : 0003	142 653,68
7. PLUS MONTANT TOTAL PRELEVE DU COMPTE DESIGNÉ, DU COMPTE DE PROJET, DU COMPTE DE DON, MAIS PAS ENCORE DEMANDE POUR REAPPROVISIONNEMENT	29 930,09
RAISON :	
8. PLUS MONTANTS DÉJÀ DEMANDES MAIS PAS ENCORE CRÉDITÉS A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET/OU DEMANDES APRÈS LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE	399 171,77

DEMANDE N°	DATE	USD	MONTANT
FIDA DRF 002 2017 EN COURS	30/06/2018	USD	399 171,77

9. MOINS INTERETS COURUS CRÉDITÉS AU COMPTE Du 15/12/2017 Au 30/06/2018	0,00
10. MONTANT TOTAL DE L'AVANCE JUSTIFIÉE	1 000 000,00
11. EXPLICATION DES ÉVENTUELS ÉCARTS ENTRE LES TOTAUX INDICQUÉS AUX LIGNES 3 ET 10	
11a. FRAIS BANCAIRES ET AUTRES COMMISSIONS NON REMBOURSABLES	0,00

12. Date : 04/08/2018

SIGNATURE



TomPro - AD2M - MADAGASCAR

Edité le 04/08/2018 à 21:49

Annexe 1. Evaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

Pays: Madagascar	Identification du prêt/don: Prêt FIDA (2000001263 MG), Don ASAP (2000001262 MG), Prêt OFID (1654P)
Nom du projet: AD2M-II	Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky Phase 2 (AD2M-II)
Organisme d'exécution: Unité de gestion du Projet	CPM: Ibrahim BAMBA FMD: Gianluca CAPALDO
Spécialiste en gestion financière chargée de l'examen: Oumou WANE TOURE	Date de l'examen: 18 au 31 juillet 2018

Objet	Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
A. Risque inhérent		
Deuxième phase d'un projet exécuté au niveau régional avec un volume de financement doublé et une zone d'intervention étendue, dont l'une des régions est difficilement accessible.		
B. Risque de contrôle		
Le risque de contrôle est réduit du fait de la diversité des systèmes de contrôle et de suivi: audit externe annuel, mission de supervision, missions de suivi, reporting semestriel.		
1. Organisation et personnel		
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F La structure organisationnelle est adéquate.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F Les fiches de postes sont décrites dans le manuel des procédures et reprises dans les contrats.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F Oui, le poste de Responsable financier et comptable (RFC) a été pourvu en novembre 2017. La RFC supervise deux comptables (un en poste depuis le début du projet, reconduit de la phase I; un deuxième qui doit démarrer en Août 2018 suite à l'ANO obtenu sur le processus de recrutement et un Assistant comptable). Le recrutement du 2 ^{ème} Assistant comptable (AC) a été infructueux. Vu la nécessité d'accélérer d'ici à décembre la mise en œuvre des activités et la saisie comptable sur les quatre sources de financements (FIDA, ASAP, OFID et ressources de la contrepartie), la mission a recommandé la contractualisation d'un prestataire de service, dans l'attente de la relance du processus de recrutement du 2 ^{ème} AC.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F La mise à jour du Manuel de procédures est en dernière phase de finalisation pour soumission à l'ANO du FIDA. Un atelier de partage est prévu en août 2018.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	M Oui, le système d'évaluation est inclus dans le manuel des procédures en cours de finalisation. L'évaluation annuelle n'a pas encore eu lieu. La Mission a recommandé qu'elle soit effectuée dans les meilleurs délais.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F Le personnel est assuré, ainsi que leurs dépendants.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	F Oui. Les paiements sont effectués à la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNaPS).

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Oui pour le personnel reconduit de la première phase du projet. Pour la RFC et une partie du personnel comptable nouvellement recrutés, la mission a fourni les documents du FIDA en la matière.
2. Budget			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	M	La préparation du PTBA démarre avec des concertations avec les communautés en collaboration avec les ONGT pour ressortir les premières propositions d'activités. Le PTBA est élaboré par l'UGP et soumis aux CROS des deux régions. Les réunions des CROS ont eu lieu respectivement le 7 et le 9 décembre 2017 pour les régions du Menabe et du Melaky et ont abouti à la pré-approbation du PTBA 2018 avec des recommandations et observations. Le document final tenant compte de ces observations a été soumis au CNP lors de sa réunion du 21 décembre 2017, date à laquelle le PTBA 2018 a été approuvé avec des recommandations et observations. L'ANO du FIDA sur le PTBA et le plan de passation de marchés (PPM) 2018 a été obtenu le 2 avril 2018, suite à des informations supplémentaires fournies le 6 et le 31 mars. <i>Le Projet doit améliorer le processus d'échanges avec le FIDA pour aboutir à une approbation finale du PTBA en février, étant donné que l'approbation du CNP est obtenue en décembre.</i>
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Oui
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	Oui
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Oui
3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Oui, les DRF sont payées dans de brefs délais.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	La contrepartie en numéraire décaissée au 30 juin 2018 est de: 1 milliard MGA versé en 2017 (330 000 USD). Pour 2018, un montant total de 800 millions MGA a été inscrit dans la loi de finances 2018 dont une partie a été décaissée. La contrepartie comprend également les droits et taxes d'importation, ainsi que la TVA.
c.	Efficacité des canaux de financement	M	Des améliorations notoires ont été apportées sur les flux de fonds du compte désigné logé à la Banque centrale vers les comptes opérationnels du projet; les problèmes constatés en 2017 suite à la réforme dans la gestion des fonds des projets, ont été en grande partie résolus.
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	N/A

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements	F	Les opérations sur le compte désigné logé à la Banque Centrale sont effectuées après approbation d'une demande d'autorisation de virement signée par la Direction de la Dette Publique (DDP). Les virements sont ensuite effectués par signature conjointe du Coordonnateur du Projet (CP) et de la RFC. Les chèques sont également signés conjointement par le CP et la RFC.
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée	F	Montant de l'avance initiale adéquat. Cependant, le retard dans la production des DRF qui étaient soumises sur Excel avant le recrutement de la RFC a conduit à une tension de trésorerie sur le prêt FIDA. Le rattrapage est en train d'être effectué et la situation de trésorerie adéquate selon les recommandations du FIDA devrait être rétablie en août.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Oui, les DRF et DPD sont utilisées.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux	F	Oui. La vérification des états certifiés de dépenses n'a pas révélé de manquements.
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Pour le passé, des retards ont eu lieu. Le rattrapage est en cours avec la nouvelle RFC. Des doublons d'un total de 3 300 USD sur une DRF ont été notés dans le rapport d'audit de l'exercice 2017. Ce montant a été déduit par la RFC sur la DRF en cours d'envoi au FIDA.
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Conforme. Signature par le Coordonnateur du Projet, la RFC et le Représentant de la DDP.
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Les anciens cas concernent essentiellement le carburant payé d'avance (sous forme de stock) à la station. La coordination du Projet a fait le point en avril dernier sur un montant d'avances pour carburant payées à la station mais non encore justifiées en rapprochement avec les ordres de mission et autres demandes d'approvisionnement. Le Projet a ainsi pris l'initiative de contracter un cabinet chargé de faire la vérification des justificatifs correspondants. La Mission s'est assurée que le Projet a obtenu l'engagement signé du Chargé de l'administration et de la logistique à rembourser toute somme qui se révélerait injustifiée selon le rapport final de vérification. Il faut noter que la procédure de paiement à l'avance a été supprimée et depuis avril, le Projet a négocié avec deux stations le paiement a posteriori, après prise de carburant à la pompe sur la base d'un bon de commande et après rapprochement avec les ordres de mission et autres justificatifs.
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Les états de rapprochement sont élaborés mensuellement.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant.	M	Les taux d'exécution des PTBA sont faibles (46% en 2016-17 et 15% au 30 juin 2018; les perspectives indiquent un taux d'environ 70% pour toute l'année 2018, ce qui est moyen.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
	Fournir des observations si nécessaire.		
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	N/A	N/A
4. Contrôles internes			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Le pourvoi du poste de RFC par un nouvel recrutement a permis de séparer les fonctions comptabilité/finance des fonctions logistique/administrayion, ce qui constitue une bonne séparation des tâches et favorise un contrôle interne adéquat. Pour les tâches d'enregistrement et de validation au niveau du logiciel, la RFC a défini des niveaux d'accès et de pouvoirs pour une bonne séparation des tâches et un contrôle interne. Les tâches de conservation des actifs sont dévolues à la Cellule administration & logistique.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Le manuel des procédures, ainsi que le manuel des opérations énoncent clairement les processus de décision et d'exécution.
c.	Respect du manuel financier	F	Le projet se conforme globalement aux procédures du manuel en cours de finalisation.
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Les financements autres que ceux du FIDA respectent les mêmes règles définies dans le manuel de procédures.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Oui, le projet utilise également le module Suivi des engagements/marchés de TOM2PRO.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Au niveau de l'UGP: Oui, sauf pour la gestion du carburant jusqu'en mars 2018. Le contrôle interne a été renforcé pour la gestion du carburant depuis avril 2018, avec le changement de la procédure de suivi et de paiement. Au niveau des partenaires d'exécution. La Mission a noté que les bons de livraison des semences distribuées au niveau des champs écoles paysans (CEP) sont actuellement signés par le paysan leader du CEP et le représentant de l'ONGT. La Mission a recommandé qu'à partir du mois de septembre 2018 et après signature d'un avenant avec chaque ONGT, les bons de réception du matériel et des intrants distribués au niveau des CEP soient signés comme suit: <i>signature individuelle pour parcelle/matériel individuels, trois signataires pour parcelle ou matériel collectifs</i> . Par le même avenant, le Projet précisera le caractère forfaitaire et non justifiable des charges facturées par les ONGT.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Oui. La vérification des ECD n'a pas révélé de manquements de pièces justificatives confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services.
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La	F	Conforme

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
	petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés		
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	<p>Quatre petites caisses existent au Projet:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Deux au niveau de l'UGP à Morondava: caisse FIDA et caisse RPI plafonnées à 400 000 MGA chacune; - Deux au niveau de l'Assistante administrative du Projet logée à la CAP FIDA à Antananarivo: caisse FIDA et caisse RPI plafonnées à 200 000 MGA chacune. <p>Actuellement, les pièces de caisse sont vérifiées à chaque fois que la RFC se déplace à Antananarivo. La Mission recommande que les pièces de caisse à Antananarivo soient vérifiées à partir de septembre 2018, par le Contrôle interne de la CAPFIDA avant chaque réapprovisionnement effectué par l'UGP à partir de Morondava (chèque envoyé par l'intermédiaire d'un membre du personnel du Projet).</p>
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Paiements dans de courts délais, généralement. Les paiements ont ONGT sont, par exemple, effectués dans un délai de 10 jours, après validation du rapport
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Conforme
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	M	Oui; sauf pour la période de novembre 2017 à mars 2018 où les justificatifs de carburant sont en cours de vérification et l'avance non encore soldée.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Conforme
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Globalement conforme. Quelques exceptions ont été relevées de biens acquis récemment et non encore codifiés et étiquetés. La mise à jour doit être effectuée en août.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y-a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diem versés au personnel)	F	Les véhicules sont marqués du logo FIDA. Les journaux de bord sont maintenus bien tenus. Les autorisations de voyage (ordres de mission) sont à présent bien suivies.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Conforme
q.	Ateliers: i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diem versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Pièces justificatives disponibles.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Conforme
s.	Dispositions avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Conforme. Les opérations sur le compte désigné logé à la Banque centrale sont effectuées après approbation d'une demande d'autorisation de virement signée par la Direction de la dette publique (DDP). Les virements sont ensuite effectués par signature conjointe du Coordonnateur du Projet (CP) et de la RFC. Les chèques sont également signés conjointement par le CP et la RFC. Les états de rapprochement bancaire sont effectués mensuellement.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	F	Il n'y pas de support IT sur place mais le Projet a signé un contrat de maintenance avec un consultant comme support IT. Il y a également un contrat de maintenance avec la société qui a fourni le logiciel TOM2PRO.
5. Procédures comptables			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	La Projet suit la comptabilité d'engagement (comptabilité d'exercice) selon le Plan comptable Malagasy qui converge vers les normes internationales IFRS. La comptabilité analytique et budgétaire est également tenue selon les accords de financement signés avec le FIDA et l'OFID.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?)	F	Le Projet tient une comptabilité à partie double sur le logiciel TOM2PRO. La RFC a effectué le paramétrage adéquat de sorte que tous les rapports et états financiers sont produits automatiquement sur le logiciel: les DRF, les états d'exécution budgétaire ainsi que tous les états financiers annuels requis.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	F	Généralement conforme
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Conforme. Au 31/12/2017, le rapprochement des données comptables avec les registres relatifs aux actifs n'a pas révélé d'écarts.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Conforme. Des sauvegardes mensuelles (recommandées hebdomadaires) des données informatiques sont faites sur le serveur. La RFC projette d'y ajouter des sauvegardes sur disque dur externe et la Mission recommande sur Cloud également. Des niveaux d'accès et de pouvoir de validation sont définis par la RFC selon les acteurs concernés: Comptables ou Assistants comptables, avec des mots de passe individuels avec traçabilité. Recommandation: Ajouter certains postes à paramétrer pour la consultation uniquement (CP, RSE, RPO).

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	Comptabilité à jour; états de rapprochement bancaire à jour.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	Conforme. Les fonds de contrepartie, y compris les droits et taxes, sont correctement comptabilisés. Il est à noter qu'il n'y a pas encore de mobilisation de la contrepartie des bénéficiaires. Elle sera mobilisée avec la mise en œuvre des travaux d'infrastructure.
6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Conforme. Les rapports financiers exhaustifs et conformes de l'exercice 2016-2017 ont été envoyés au FIDA le 31/03/2018, un mois avant la date butoir du 30 avril.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	Le projet envoie au FIDA les rapports semestriels techniques et financiers.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le % d'exécution du PTBA	F	Les états d'exécution budgétaire avec le pourcentage d'exécution du PTBA, sont produits automatiquement sur le logiciel.
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Toutes les recommandations majeures de la dernière mission de supervision sont soit mises en œuvre, soit en cours.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	F	La CAPFIDA, à travers son contrôleur interne qui dispose déjà de manuel et de charte d'audit interne, joue le rôle d'auditeur interne. Une mission d'audit interne a été conduite en juin 2018.
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	F	Conforme
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	F	Conforme
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	F	Le rapport d'audit interne ne fait pas état de manquements au niveau des pièces justificatives. Des questions sur la structure organisationnelle ont été soulevées mais la Mission a estimé que la structure organisationnelle de séparation des fonctions finances/comptabilité et des fonctions logistique/administration est adéquate.
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Conforme; respect des nouvelles directives du FIDA en matière d'audit.
b.	Respect des termes de référence	F	Conforme
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Conforme. Le rapport a été envoyé au FIDA le 30 juin 2018, à la date butoir.
d.	Qualité de l'audit	F	Les comptes ont été certifiés sans réserves, avec information ne remettant pas en cause la certification des comptes et portant sur des dépenses portées en double sur une DRF pour un total d'environ 3 300 USD. Ce montant a été déduit de la DRF en cours de finalisation au Projet. L'erreur a été favorisée par le fait que les DRF

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes/ Commentaires/ Recommandations
			étaient établies sur Excel
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	F	Le Projet a déjà mis en œuvre certaines recommandations de l'audit. La mise en œuvre des autres recommandations est en cours.

Résumé et évaluation du risque fiduciaire du Projet

Rubrique	Evaluation du risque (E/M/F) ¹	Mesure d'atténuation proposée
1. Organisation et personnel	F	<p>Le poste de Responsable financier et comptable (RFC) a été pourvu en novembre 2017. La RFC supervise deux comptables (un en poste depuis le début du projet, reconduit de la Phase I; un deuxième qui doit démarrer en août 2018 suite à l'ANO obtenu sur le processus de recrutement et un Assistant comptable.</p> <p>Le recrutement du 2^{ème} Assistant comptable (AC) a été infructueux. Vu la nécessité d'accélérer d'ici à décembre la mise en œuvre des activités et la saisie comptable sur les quatre sources de financements (FIDA, ASAP, OFID et ressources de la contrepartie), la Mission a recommandé la contractualisation d'un prestataire de service, dans l'attente de la relance du processus de recrutement du 2^{ème} AC.</p>
2. Budget	M	<p>La préparation du PTBA démarre avec des concertations avec les communautés en collaboration avec les ONGT pour ressortir les premières propositions d'activités. Le PTBA est élaboré par l'UGP et soumis aux CROS des deux régions. Les réunions des CROS ont eu lieu respectivement le 7 et le 9 décembre 2017 pour les régions du Menabe et du Melaky et ont abouti à la pré-approbation du PTBA 2018 avec des recommandations et observations. Le document final tenant compte de ces observations a été soumis au CNP lors de sa réunion du 21 décembre 2017, date à laquelle le PTBA 2018 a été approuvé avec des recommandations et observations. L'ANO du FIDA sur le PTBA et le plan de passation de marchés (PPM) 2018 a été obtenu le 2 avril 2018, suite à des informations supplémentaires fournies le 6 et le 31 mars.</p> <p>Le Projet doit améliorer le processus d'échanges avec le FIDA pour aboutir à une approbation finale du PTBA en février, étant donné que l'approbation du CNP est obtenue en décembre.</p> <p>Les taux d'exécution des PTBA sont faibles (46% en 2016-17 et 15% au 30 Juin 2018; les perspectives indiquent un taux d'environ 70% pour toute l'année 2018, ce qui constitue un résultat moyen.</p>
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	F	<p>Les flux de fonds sont à présent adéquats. Des améliorations notoires ont été apportées sur les flux de fonds du compte désigné logé à la Banque centrale vers les comptes opérationnels du projet; les problèmes constatés en 2017 suite à la réforme dans la gestion des fonds des projets, ont été en grande partie résolus.</p>
4. Contrôles internes	F	<p>Au niveau de l'UGP, le contrôle interne est adéquat, sauf pour la gestion du carburant jusqu'en mars 2018. Le contrôle interne a été renforcé pour la gestion du carburant depuis avril 2018, avec le changement de la procédure de suivi et de paiement.</p> <p>Au niveau des partenaires d'exécution. La Mission a noté que les bons de livraison des semences distribuées au niveau des champs écoles paysans (CEP) sont actuellement signés par le paysan leader du CEP et le représentant de l'ONGT. La Mission a recommandé qu'à partir du mois de septembre 2018 et après signature d'un avenant avec chaque ONGT, les bons de réception du matériel et des intrants distribués au niveau des CEP soient signés comme suit: signature individuelle pour parcelle/matériel individuels, trois signataires pour parcelle ou matériel collectifs. Cette nouvelle procédure permettra d'améliorer le contrôle interne au niveau des ONGT et des CEP.</p>
5. Système, stratégie, procédures comptables	F	<p>La Mission suit la comptabilité d'engagement (comptabilité d'exercice) selon le Plan comptable Malagasy qui converge vers les normes internationales IFRS. La comptabilité analytique et budgétaire est également tenue selon les accords de financement signés avec le FIDA et l'OFID.</p> <p>Le Projet tient une comptabilité à partie double sur le logiciel TOM2PRO. La RFC a effectué le paramétrage adéquat de sorte que tous les rapports et</p>

¹ E: élevé; M: moyen; F: faible

Rubrique	Evaluation du risque (E/M/F) ¹	Mesure d'atténuation proposée
		états financiers sont produits automatiquement sur le logiciel: les DRF, les états d'exécution budgétaire ainsi que tous les états financiers annuels requis
6. Rapport et suivi	F	Les rapports financiers non audités de 2017 ont été envoyés au FIDA le 31/03/2018, un mois avant la date butoir du 30 avril. Le Projet envoie au FIDA les rapports semestriels techniques et financiers. Les états d'exécution budgétaire avec le pourcentage d'exécution du PTBA, sont produits automatiquement sur le logiciel.
7. Audit interne	F	La CAPFIDA, à travers son contrôleur interne qui dispose déjà de manuel et de charte d'audit interne, joue le rôle d'auditeur interne. Une mission d'audit interne a été conduite en juin 2018. Certaines recommandations ont déjà été mises en œuvre, le reste est en cours.
8. Audit externe	F	Les comptes ont été certifiés sans réserve et le rapport d'audit a été envoyé au FIDA dans les délais requis.
Risque fiduciaire global du Projet	F	Le recrutement d'un Responsable financier et comptable en novembre 2017 a permis de lever les principaux risques qui existaient au démarrage du Projet. Les améliorations notables suivantes ont été effectuées: (i) élaboration des DRF sur le logiciel TOM2PRO; (ii) forte réduction des délais de mise à disposition des fonds logés à la Banque centrale suite à la réforme sur la gestion des finances publiques; (iii) mise à jour du manuel des procédures et application de nouvelles procédures pour la gestion du carburant entre autres; (iv) amélioration du système de contrôle interne avec la séparation des fonctions de finance/comptabilité des fonctions de logistique/administration; (v) suivi budgétaire effectué à partir du logiciel TOM2PRO; (vi) résultats satisfaisants sur la vérification des états certifiés de dépenses (ECD); (vii) mise en œuvre des recommandations majeures de la dernière mission de supervision.

Tableau des résultats de la vérification des ECD

Période de janvier à juin 2018

Nota : Les dépenses de l'année 2017 ont déjà fait l'objet de vérification lors de la mission de contrôle interne effectuée par la CAPFIDA en juin 2018.

1. ECD sur fonds FIDA et ASAP

Date	Montant en MGA	Montant en USD	Catégorie	N° pièce	Objet/libellé	Liasse de pj et observations
22/03/2018	150 028 864,00	46 884,02	II	007/18/CO FIDA	Paiement facture N°1 du China Géo-engineering Corporation sur travaux d'aménagement PPI Marifilay. Marché n° 36-2017/MPAE/SG/AD2 M-II	Copie Ordre de virement (OV) Copie ordre de transfert sur l'étranger Facture/décompte provisoire n°1 Attachement n°1 PV d'installation de chantier Garantie de bonne exécution Ordre de commencer le service le 15 sept 2017, délai d'exécution 18 mois observation: première facture très en retard
22/03/2018	185 243 393,75	57 888,56	II	831/18/CO FIDA	Paiement facture N°1 du China Géo-engineering Corporation sur travaux d'aménagement PPI Marifilay. Marché n° 36-2017/MPAE/SG/AD2 M-II	Copie OV Copie ordre de transfert sur l'étranger Facture/décompte provisoire n°1 Attachement n°1 PV d'installation de chantier Garantie de bonne exécution
13/02/2018	4 683 600,00	1 463,63	VI	775/18/CO FIDA	Achat fourniture de bureau / MAMADHOUSSEN Souneina	Facture d'un montant de 5 854 500 MGA Bon de livraison Bon de commande AR 5854500 3 factures proforma
21/03/2018	34 789 783,47	10 871,81	II	832/18/CO FIDA	Travaux de construction d'un guichet unique - convention n°52-2017/MPAE/SG/AD2 M-II. Entreprise HASIMBOLA	Copie OV Facture/décompte provisoire n°1 Attachement n°1 Convention
13/04/2018	95 085 300,00	29 714,16	I	864/17/CO FIDA	Honoraire ONG Saranga 1er trimestre 2018	Copie OV ; Facture Attachement
16/04/2018	100 824 920,00	31 507,79	I	860/18/CO FIDA	Facture n°8 Prestation ONGT TOKY FAMPANDROSOAN A pour prestation 1er trimestre 2018.	Copie OV ; Facture Attachement Rapport d'activité 2018
18/04/2018	25 565 400,00	7 989,19	I	872/18/CO OFID	Deuxième tranche sur collaboration avec ROR (Convention n°50/17/mpae/ad2m)	Copie OV Rapport de démarrage Fiche d'imputation convention
02/05/2018	320 000 000,00	100 000,00	II	835/18/CO FIDA	Avance de démarrage sur travaux de réhabilitation du PI du Vondrove 1er tranche, entreprise ECOGEC	Copie OV ; Facture Caution avance de démarrage (convention, fiche d'imputation)
22/05/2018	5 568 000,00	1 740,00	I	CK 09606831	Frais de déplacement, indemnités des participants, location de salle de réunion au niveau du District Mahabo pour élection membres TTM	Copie chèque Demande d'engagement de dépenses Devis ; Etats de déplacement et perdiem membres du TTM (fiche de présence, rapport de mission, facture location salle, autre facture,...) ; Fiche imputation

Date	Montant en MGA	Montant en USD	Catégorie	N° pièce	Objet/libellé	Liasse de pj et observations
13/06/2018	48 750 030,00	15 234,38	IV	943/18/CO FIDA	Paiement facture la mise en échelle de l'éducation nutritionnelle par ORN Menabe (première tranche 30%)	Copie OV Facture ; Convention
15/06/2018	21 695 310,00	6 779,78	IV	948/18/CO FIDA	Appui à la mise en œuvre des activités liées à l'amélioration de l'état nutritionnel par ORN Melaky (1ere tranche 30%)	Copie OV Facture Demande de déblocage de 1ere tranche Obs: absence de fiche d'imputation
21/03/2018	101 404 875,00	31 689,02	II	185/18/CO FIDA	Paiement facture N°1 du China Géo-engineering Corporation sur travaux de réhabilitation du PI de Demoka 1ère tranche. Marché n° 37-2017/MPAE/SG/AD2 M-II	Copie OV Copie ordre de transfert sur l'étranger Facture/décompte provisoire n°1 Attachement n°1 PV d'installation de chantier Garantie de bonne exécution
16/05/2018	21 750 000,00	6 796,88	IV	206/18/CO FIDA	Facture n°14/GPS du GPS MIRANA pour l'achat et transport de semences certifiées mais IRAT 200 pour 9 communes du district de Mlandrivazo.	Copie OV Facture, Bon de livraison Bon de réception, Bon de commande Demande d'engagement de dépenses une facture proforma Fiche d'imputation
28/05/2018	22 420 000,00	7 006,25	IV	213/18/CO ASAP	Facture de TSIRODONY Simon Guy pour achat matériels agricole pour CEP en agriculture	Copie OV Facture manuscrite Relevé d'identité bancaire Bon de livraison Demande
04/06/2018	24 610 000,00	7 690,63	IV	218/18/CO ASAP	Facture de RABEMANANTSOA pour achat semences arachide en coque pour CEP en agriculture des 10 communes Maintirano	Copie OV Facture ; Copie Bon de réception Demande ; Comparaison de prix Trois facture proforma obs: Fiche d'imputation non jointe au dossier
02/03/2018	240 000,00	75,00	IV	Chq 09606693	Atelier avec les acteurs dans le district de Belo sur Tsiribihina	Etat perdiem Demande de mission ; Demande de frais bac Facture bac ; Ordre de mission obs: absence de demande d'engagement
13/03/2018	505 000,00	157,81	IV	09606710	Atelier de concertation avec la DGM ET LE PROJET PrAda du MPAE	Etat perdiem Demande de mission Demande de frais bac Rapport de mission Ordre de mission Obs: absence de demande d'engagement
03/07/2018	6 600 000,00	2 062,50	III	347/17/CO FIDA	Acquisition 4 groupes électrogènes pour les ONGT - ABC Construction	Copie OV Facture Bon de sortie client Bon de commande Demande d'engagement de dépense Comparaison de prix Proforma Fiche d'imputation

2. ECD sur fonds OFID

Date	Montant en MGA	Montant en USD	Catégorie	N° pièce	Objet/libellé	Liasse de pj et observations
15/01/2018	200 000,00	62,50	I	Chq 09604118	Mission Recrutement chauffeur Beboka	Copie chèque Provision de mission Etat récapitulatif des dépenses Factures Observation: pas de demande d'engagement de dépenses
18/02/2018	200 000,00	62,50	I	054/18/CO OFID	Entretien voiture n°56376 WWT	Copie OV, Facture Bon de commande Demande d'engagement de dépenses Comparaison de prix Facture proforma
14/03/2018	10 290 000,00	3 215,63	I	053/18/CO OFID	Frais de dédouanement de container du Véhicule TOYOTA LAND CRUISER/ TRANSIT TSELATRA	Copie OV Facture Demande d'engagement de dépenses Cotation import Facture PROFORMA
11/04/2018	16 148 080,00	5 046,28	I	068/18/CO OFID	Paiement facture n°8 Prestation ONGT TOKY FAMPANDROSOAN A 1ER Trimestre 2018 - Marché 19-2017	Copie OV Copie Facture Attachement Copie contrat Rapport d'activité
15/06/2018	3 352 800,00	1 047,75	I	084/18/CO OFID	Achat de pièces détachées pour 05 voitures du Projet	Copie OV, Facture Bon de livraison Bon de commande Demande d'engagement de dépenses Comparaison de prix Facture proforma
21/06/2018	380 359 295,77	118 862,28	I	085/18/CO OFID	Facture n°2 de SCL pour travaux d'aménagement PI de Beboka	Copie OV Facture Décompte provisoire n°2 Attachement n°2

3. Dépenses sur fonds de contrepartie (Ressources propres internes - RPI):

Date	Montant en MGA	Caté- gorie	N° pièce	Objet/libellé	Liasse de pj et observations
05/01/2018	4 800 600,00	II	426/17RPI	Avance 70% pour travaux supplémentaire pose meuble SHOW ROOM NOUVEAUTES	Copie OV Bon de commande Note de présentation
18/02/2018	13 000 000,00	III	447/18RPI	Achat semences riz irrigué X265 pour DREA Menabe	Copie OV, Facture ; Bon de livraison Bon de commande ; Demande d'engagement de dépenses Note de présentation ; Facture proforma
27/03/2018	1 050 000,00	I	487/II/RPI	Perdiem équipe DRAE Melaky participation au lancement de la campagne de vaccination des bovidés du 27 au 30/03/2018	Copie OV Demande de mission Etat per diem Rapport de mission Ordre de mission
11/04/2018	505 630,80	VI	488/18/RPI	Paieement Facture Consommation Eau et électricité	Copie OV Facture
02/05/2018	9 052 589,63	V	474/18/RPI	Assurance santé renouvellement pour la période 01/01/18 au 31/12/18	Copie OV Facture
30/05/2018	10 020 000,00	III	513/18/RPI	Facture AURIGA sur l'acquisition matérielle informatique pour direction technique du MPAE	Copie OV Facture Bon de commande Bon de livraison Demande d'engagement de dépenses Comparaison de prix Facture proforma Obs: réception à effectuer par l'informaticien et paiement sans bon à payer.

Annexe 2. Suivi des recommandations d'audit des comptes de l'exercice 2016-2017

N°	Constatations	Recommandations	Observations du programme / Etat de la mise en œuvre constatée par la Mission
GESTION DES CARBURANTS			
1	L'analyse des dépenses en carburant du Projet nous a amené à constater que le groupe électrogène utilisé par le projet a consommé plus de 5.000 litres de Gas-oil au cours de l'année 2017. Les procédures de contrôle et de suivi du carburant utilisé pour le groupe ne sont pas assez strictes par rapport au volume utilisé.	Mettre en place des procédures de suivi plus adéquates pour le suivi de la consommation de carburant du groupe électrogène (suivi journalier de la consommation, suivi des stocks, assistance d'une deuxième personne lors du chargement du groupe, ...)	La consommation relativement élevée est due au délestage fréquent dans la zone d'implantation de l'UCP. Cependant, de nouvelles procédures de contrôle du carburant ont été mises en place pour une analyse de la consommation du groupe électrogène de manière plus rapprochée.
COMPTE DE TIERS			
2	Un acompte de 72 993 600,00 Ariary a été payé au profit de JOVENNA au cours de mois de décembre 2017 pour l'achat de carburant. Cet acompte n'a pas encore été justifié au cours de notre passage	Nous recommandons de reconstituer les pièces justifiant la consommation de cet acompte.	La vérification des pièces justifiant la consommation de cet acompte a été confiée à un cabinet externe. Le rapport est attendu dans les prochains jours et tout écart non justifié sera remboursé.
PIECES JUSTIFICATIVES			
3	Lors de la revue des dépenses, nous avons relevé un trop perçu de 200 000 Ariary (60 USD) par un fournisseur du projet qui a été réapprovisionné dans le compte de prêt de FIDA suivant DRF 4 BR 337/17/CO: Fa Saloua Loc° Véhic 29/04-21/05/17 - Reconn. terrains Toky Fampandr pour 2 895 000,00 Ar	Nous recommandons de prendre les dispositions nécessaires pour que ce fournisseur reverse dans le compte de prêt le trop perçu de 200 000 Ariary. Prendre des dispositions pour soustraire les dépenses à réapprovisionner à la prochaine DRF.	Ce paiement excédentaire est dû à une erreur lors du décompte du nombre de jours facturés. Le reversement de la somme de 200 000 MGA (environ (60 USD) sera porté dans le compte de prêt et reflété dans la prochaine DRF.
4	Lors de la vérification des pièces justificatives, nous avons relevé les cas suivants: Ø Les factures non en bonne et due forme (sans date, avec rature, sans montant en lettre) Ø Non établissement du décompte réel après mission (cas des provisions pour les dépenses de mission) Ø Ordre de mission non joint et mal rempli (sans date du vu au passage, sans nom et fonction de la personne qui a signé le vu au passage) Ø Non justification par une note explicative validée par le signataire de l'ordre de mission de la prolongation de la durée de mission (paiement de complément) Ø Reversement du reliquat tardif (un mois après le retour à la mission)	Nous recommandons d'intensifier les points de contrôle lors de la justification des dépenses et de se conformer au manuel de procédure	Recommandation mise en œuvre. Après la prise de service effective du nouveau RFC, des mesures ont été prises pour le contrôle des pièces justificatives. Les mises à jour et régularisations ont été effectuées.
GESTION DES IMMOBILISATIONS			
5	Le Projet ne tient pas de registres des immobilisations distincts pour le projet AD2M II et pour le projet BEBOKA alors que la comptabilité de ces deux projets sont tenus séparément.	Tenir deux registres des immobilisations distincts pour les deux projets.	Recommandation mise en œuvre.

MANUEL DE PROCEDURES			
6	Le manuel de procédures est muet sur: • Le contrôle des pièces maitresse qui sont le fait générateur de l'enregistrement comptable (pièce originale, sans rature, identification de l'objet et du titulaire, datée et signée et les informations juridiques – NIF, STAT, Adresse...-) • Perte des immobilisations/mise en rebut Et les modèles d'états présentées ne sont pas cohérentes avec les modèles du logiciel utilisé par le projet.	Compléter et mettre à jour le manuel de procédures.	La mise à jour du manuel de procédures du Projet AD2M II est en cours de finalisation. Le consultant a déjà remis la version provisoire. Les observations lui ont été envoyées pour la version finale. Le manuel mis à jour est prévu d'être envoyé au FIDA au plus tard fin août 2018.
ANALYSE BUDGETAIRE ET EXECUTAIRE DU PROJET			
7	Les enregistrements comptables par codes analytiques et budgétaires n'ont pas été correctement effectués et n'ont pas permis l'établissement d'un état de suivi budgétaire cohérent avec le PTBA.	Nous recommandons d'établir annuellement l'état de suivi budgétaire selon le code analytique dans le PTBA	Recommandation mise en œuvre. Le paramétrage a été corrigé par la RFC et la cohérence entre plan analytique et plan budgétaire a été établi.
DRF			
8	Certaines dépenses sont réapprovisionnées deux fois dans deux catégories différentes ou dans la même catégorie Voir annexe 1	Nous recommandons de soustraire les dépenses à réapprovisionner à la prochaine DRF.	Ces doublons intégrés par erreur du fait de l'ancienne élaboration des DRF sur Excel, a fait l'objet d'une déduction dans la prochaine DRF.
9	Les dépenses payées au cours de dernier bimestre de l'année 2017 ne sont pas encore présentées en DRF au cours de notre passage au mois de juin 2018.	Nous recommandons de s'organiser pour pouvoir présenter régulièrement les demandes de réapprovisionnement de fonds. Idéalement, les demandes de réapprovisionnement devraient être présentées dès que le total des dépenses non réapprovisionnées a atteint les 30% du montant de l'avance initiale du compte spécial.	La nouvelle RFC a effectué le rattrapage de ce retard, avec les DRF en cours.
10	Des dépenses préfinancées par d'autres comptes que ceux du Projet AD2M phase 2 et déjà remboursées par le Projet n'ont pas encore été présentées pour réapprovisionnement (cas du BR n° 380 d'un montant total de 14 896 000,00 Ariary)	Nous recommandons de présenter systématiquement tous les dépenses déjà payées	La nouvelle RFC a effectué le rattrapage de ce retard, avec les DRF en cours.

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II Supervision Report

Appendix 2: Physical progress measured against AWP&B

Mission Dates: 17/07/2018 to 31/07/2018
Document Date: 03/09/2018
Project No. 2000000850
Report No. 4852-MG

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Appendice 2: Etat d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI) au 30 juin 2018

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	PTBA 2016-2017			PTBA 2018			Réalisations cumulées du Projet au 30/06/18	
			Prévision	Réalisation	% réel	Prévision	Réalisation 1 ^{er} sem.	% réel	Réalisation	% réel
COMPOSANTE 1: PROMOTION DE SYSTEMES DE PRODUCTION PERFORMANTS ET RESILIENTS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE										
SOUS-COMPOSANTE 1.1: DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES PRODUCTIVES RESILIENTES										
<u>Volet Planification territoriale</u>										
Acteurs en planification formés				219	100%		0		219	
Dont femmes				36	100%		0		36	
PCD mis à jour	Nb	20	20	0	0%	22	0	0%	0	0%
SAC élaborés	Nb	19	9	0	0%	19	0	0%	0	0%
SRAT élaboré	Nb	1	1	1	100%	1	0	0%	1	100%
PRD&PRDR mis à jour	Nb	1	1	1	100%	1	0	0%	1	100%
Appui aux services météorologiques										
Stations météorologiques installées	Nb	5	5	0	0%	4	0	0%	0	0%
<u>Volet Aménagement hydro Agricole</u>										
Etudes										
Superficie de périmètres faisant l'objet d'un APD	Ha		5190	6750	100%		0		6750	
Travaux										
PI faisant l'objet de travaux confortatifs	Nb	10	7	0	0%	10	1	10%	1	10%
Superficie de périmètres réhabilités	Ha	9100	370	0	0%	1480	0	0%	0	0%
Superficie de périmètres réhabilités	Ha	2250				230	0	0%	0	0%
Superficie de périmètres aménagés	Ha	4100				750	0	0%	0	0%
Superficie de PEC	Ha	2770				500	0	0%	0	0%
Superficie additionnelle	Ha	6470				180	0	0%	0	0%
Périmètres faisant l'objet de mise en conformité environnementale	Nb	2				2	0	0%	0	0%
SOUS-COMPOSANTE 1.2: ORGANISATION ET FORMATION DES PRODUCTEURS										
<u>Volet Appui à l'organisation des producteurs</u>										
Consolidation des OP										
OP appuyées	Nb	53	53	38	72%	38	38	100%	38	72%
Membres des OP appuyées	Nb	4759	4759	4321	91%	4321	4321	100%	4321	91%
Dont femmes	Nb	849	849	826	97%	826	826	100%	826	97%
Constitution des OP										
OP constituées	Nb	61	8	0	0%	13	0	0%	0	0%
Membres des OP constituées	Nb	10500	300	0	0%	1480	0	0%	0	0%
Dont femmes	Nb	1600	45	0	0%	296	0	0%	0	0%
Formation des OP										
OP formées	Nb			5	100%		30		30	
Membres des OP formées	Nb			45			227		227	
Dont femmes	Nb			3			21		21	

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	PTBA 2016-2017			PTBA 2018			Réalizations cumulées du Projet au 30/06/18	
			Prévision	Réalisation	% réel	Prévision	Réalisation 1 ^{er} sem.	% réel	Réalisation	% réel
Visites d'échanges des OP										
OP participants aux visites d'échanges	Nb			2	100%	10	12	120%	14	
Membres des OP participant aux visites d'échanges	Nb			36		36	30	83%	66	
Dont femmes	Nb			6			1		7	
<u>Volet Appui à l'éducation nutritionnelle</u>										
Fokontany touchés par l'éducation nutritionnelle	Nb	100	20	101	100%	200	39	20%	140	100%
Bénéficiaires d'éducation nutritionnelle	Nb	10000	2000	2952	100%	5000	390	8%	3342	33%
Dont bénéficiaires de jardin potager	Nb	2200		0			390		390	18%
Dont femmes	Nb	8000	1600	2056	100%	4000	370	9%	2426	30%
Jardins potagers installés	Nb	2200		0			390		390	18%
Démonstrations culinaires réalisées	Nb			49					49	
Participants aux démonstrations culinaires	Nb			8651					8651	
Campagne de sensibilisation et diffusion de messages réalisés	Nb			55			42		97	
Participants aux sensibilisations et campagne de diffusion de messages	Nb			4627					4627	
Dont femmes	Nb			2926					2926	
SOUS-COMPOSANTE 1.3: APPUI AUX SERVICES AGRICOLES EFFICIENTS										
<u>Volet Sécurisation foncière</u>										
Au niveau local										
DSF réalisés	Nb	33	33	0	0%	33	0	0%	0	0%
PLOF mis à jour	Nb	9	9	0	0%	10	0	0%	0	0%
CRIF appuyés	Nb	2	2	2	100%	2	2	100%	2	100%
GF appuyés	Nb	22	12	12	100%	12	12	100%	12	55%
GF consolidés	Nb	12	12	12	100%	12	12	100%	12	100%
Nombre de demandes enregistrées	Nb			4043			231		4274	
CF délivrés	Nb	12000	2000	2455	123%	1000	263	26%	2718	23%
Bénéficiaires CF	Nb	12450	1340	1747	130%	700	263	38%	2010	16%
Dont femmes	Nb	2990	320	406	127%	70	57	81%	463	15%
Superficie sécurisée	Ha		650	1760	271%	650	90,32	14%	1850,32	
Contrat de sécurisation de droits secondaires établis	Nb	2000	300	28	9%					0%
<u>Volet Conseil Agricole et appui à la gestion des ressources naturelles</u>										
Intensification et diversification										
<u>Agriculture</u>										
Champs-écoles encadrés	Nb	620	97	142	100%	280	182	65%	324	52%
Nombre de participants aux CEP	Nb	12400	1940	2851	100%	5600	3587	64%	6438	52%
Dont femmes	Nb	3720	580	748	100%	1680	1166	69%	1914	51%
Superficie de réplication des thèmes appris sur CEP	Ha	5900	868	735,25	100%	2665	1125,4	42%	1860,65	32%
Semences améliorées distribuées	Kg	116900	22000	26450	100%	92060	62411,6	68%	88861,6	76%

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	PTBA 2016-2017			PTBA 2018			Réalisations cumulées du Projet au 30/06/18	
			Prévision	Réalisation	% réel	Prévision	Réalisation 1 ^{er} sem.	% réel	Réalisation	% réel
Matériels agricoles distribués	Nb	9350	2170	2495	100%	5300	1116	21%	31	39%
Insecticide distribué	L	620	100	90,3	90%	425	24,25	6%	114,55	18%
Fongicide distribué	Kg	250	20	6	30%	75	0	0%	6	2%
CEP APICULTURE										
CEP apiculture encadrés	Nb					70	15	21%	15	
Nombres participants aux CEP	Nb					700	237	34%	237	
Dont femmes	Nb					210	22	10%	22	
Nombre de ruches complètes distribuées	Nb					1400	456	33%	456	
Nombre Ruches peuplées	Nb						170		170	
Quantité de miel produite	L									
CEP PORCICULTURE										
CEP poriculture encadrés	Nb			3	100%	20	4	20%	7	
Naisseur	Nb			3		5	2	40%	5	
Engraissement	Nb			0		15	2	13%	2	
Nombres participants aux CEP	Nb			15		100	19	19%	34	
Dont femmes	Nb			4		30	7	23%	11	
Nombre de cheptels distribués	Nb			61		86	39	45%	100	
Visite d'échanges										
Visites réalisées	Nb			1	100%	7		0%	1	
Participants aux visites	Nb			16		140		0%	16	
Dont femmes	Nb			0		40		0%	0	
Appui au développement de l'agro-écologie et de reboisement										
<u>Diffusion des techniques d'agriculture de conservation</u>										
CEP agriculture de conservation encadrés	Nb	130	30	0	0	80	31	39%	31	24%
Nombre de participants aux CEP	Nb	1300	300	0	0	800	365	46%	365	28%
Dont femmes	Nb	420	90	0	0	240	101	42%	101	24%
Superficie de réplique des thèmes appris sur CEP	Ha	650	75	0	0	200	30,92	15%	30,92	5%
Semences de culture principale distribuées	Kg	32500	3750	0	0		1713		1713	5%
Matériels distribués	Nb	390	60	0	0		4		4	1%
Insecticide distribué	L	130	30	0	0					0%
<u>Mise en place de sites pilotes en agro-écologiques</u>										
Sites agro-écologiques mis en place	Nb	27	7	0	0		0		0	0%
<u>Reboisement et arboriculture fruitière</u>										
Nouveaux pépiniéristes formés	Nb	26	26	39	100%		0		39	100%
Jeunes plants produits en pépinière	Nb	645000	36000	75000	100%	180000	0	0%	75000	12%
Jeunes plants reboisés	Nb	645000	6000	4950	83%	95000	67660	71%	72610	11%
Bénéficiaires reboisement et arboriculture fruitière	Nb	29250	1200	654	55%	9500	6092	64%	6746	23%
Dont femmes	Nb	13460	550	239	43%	2850	1981	70%	2220	16%
Sensibilisation et éducation environnementale										

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	PTBA 2016-2017			PTBA 2018			Réalisations cumulées du Projet au 30/06/18	
			Prévision	Réalisation	% réel	Prévision	Réalisation 1 ^{er} sem.	% réel	Réalisation	% réel
Réunions de sensibilisation environnementale tenues au niveau scolaire	Nb	230								0%
Nombre de thématiques diffusées										
Participants aux réunions de sensibilisation	Nb	1040								0%
Dont femmes	Nb	420								0%
Nombre d'établissements scolaires touchées	Nb	26	10	0	0					0%
Nombre d'encadreurs formés	Nb	52	20	0	0					0%
Réunions de sensibilisation environnementale tenues au niveau scolaire	Nb						17		17	
Nombre de thématiques diffusées	Nb						9		9	
Nombre de participants aux réunions de sensibilisation	Nb						1042		1042	
Développement de solutions énergétiques alternatives										
Animateurs en foyers améliorés formés	Nb						15		15	
Dont femmes	Nb						8		8	
Dont jeunes	Nb						0		0	
Foyers économiques diffusés	Nb						79		79	
Bénéficiaires de foyers améliorés	Nb						79		79	
Dont femmes	Nb						30		30	
Dont jeunes	Nb						0		0	
Prophylaxie animale										
Couloirs de vaccination installés	Nb	28	8	2	25%	1	0	0%	2	7%
Guichets uniques pour marché de bovidés construits	Nb		1	2	100%		0		2	
Activités extra-programme										
<u>Lutte antiacridienne</u>										
Quantité de produits achetés	L						0		0	
Superficie traitée	Ha						0		0	
<u>Lutte antimurine</u>										
Quantité de raticides achetés	L			110					110	
Quantité d'appâts utilisés	Kg			28000			6700		34700	
Superficie protégée	Ha			2202			884		3086	
<u>Lutte contre chenille légionnaire</u>										
Quantité de produits achetés	L						0		0	
Superficie traitée	Ha						0		0	
Appui aux CSA et FDA									0	
FRDA mis en place	Nb	1	1	1	100%		0		1	100%
FRDA appuyés	Nb	2	2	2	100%	2	2	100%	4	100%
Abondement aux fonds FRDA	1000 MGA			220000			0		220000	

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	PTBA 2016-2017			PTBA 2018			Réalisations cumulées du Projet au 30/06/18	
			Prévision	Réalisation	% réel	Prévision	Réalisation 1 ^{er} sem.	% réel	Réalisation	% réel
CSA appuyés	Nb	7	7	7	100%		0		7	100%
Appui aux DRAE										
Nombre de DRAE appuyés	Nb						2		2	
Quantité de semences dotées	Nb									
Nombre de VDA pris en charge	Nb									
<u>Volet Appui à l'accès de proximité aux intrants et petits matériels agricoles</u>										
Appui à l'installation de petits ateliers de fabrication de matériels agricoles										
<u>Accès aux semences de qualité</u>										
Paysans semenciers installés	Nb	7		2		8	5	63%	7	100%
Semences produites	T	250	65	40,4	100%	65	6,72	10%	47,12	19%
Riz	T			14,4			3,5		17,9	
Haricot	T			21			0		21	
Pois du cap	T			5			0		5	
Arachide	T						3,22		3,22	
<u>Accès aux matériels agricoles</u>										
Artisans formés	Nb						2		2	
Mécaniciens formés	Nb		2	4	100%				4	
Atelier d'entretien mécanique installé	Nb		1	0	0%	2	0	0%	0	
Unités de fabrication de matériels agricoles nouvellement installées	Nb	5	2	0	0%		0		0	0%
Matériels agricoles fabriqués	Nb			2596			6166		8762	
<u>Boutiques d'approvisionnement en intrants agricoles</u>										
Détenteurs de boutiques formés/recyclés	Nb			15	100%	6	8	133%	23	
Boutiques d'intrants installées	Nb					6	0	0%	0	
<u>Volet Microprojets coup de pouce</u>										
Nombre microprojets de coup de pouce	Nb	630	88	89	101%	220	26	12%	115	18%
Bénéficiaires de microprojets de coup de pouce	Nb	5040	600	620	103%	1100	162	15%	782	16%
Dont femmes	Nb	2420	290	434	150%	550	123	22%	557	23%
COMPOSANTE 2: APPUI A L'ACCES AUX MARHCES ET AUX OPPORTUNITES ECONOMIQUES										
SOUS COMPOSANTE 2.1: INFRASTRUCTURE DE DESENCLAVEMENT, STOCKAGE ET VALORISATION DES PRODUITS										
<u>Volet Infrastructures de désenclavement</u>										
Piste réhabilitée	Km	34	7	0	0%	8,8	0	0%	0	0%
Embarcadère construit	Nb	9	1	0	0%		0		0	0%
Drague tractable acquise	Nb	1	1	0	0%	1	0	0%	0	0%
Ouvrage de franchissement réhabilité	Nb	10	1	0	0%	1	0	0%	0	0%
<u>Volet infrastructure de stockage et de valorisation des produits</u>										
Magasins de stockage de produits construits	Nb	12	0	0			0		0	0%
GCV construits	Nb	8	5	0	0%		0		0	0%
Magasins de groupage de lot construits	Nb	4	0	0			0		0	0%

Indicateurs	Unité	Objectif Projet	PTBA 2016-2017			PTBA 2018			Réalisations cumulées du Projet au 30/06/18	
			Prévision	Réalisation	% réel	Prévision	Réalisation 1 ^{er} sem.	% réel	Réalisation	% réel
SOUS COMPOSANTE 2.2: Appui au PARTENARIAT OP/OM ET ACCES AUX SERVICES FINANCIERS										
<u>Volet Organisation professionnelles des producteurs et appui au partenariat OP/OM</u>										
Organisation des producteurs										
Nombre d'OP structurées	Nb	48					0		0	0%
Nombre des membres des OP	Nb						0		0	
Dont femmes	Nb						0		0	
Dont jeunes	Nb						0		0	
Intermédiation										
Nombre d'OM contacté	Nb			2	100%		1		3	
OP accompagnées dans le processus de contractualisation avec OM	Nb	48					0		0	0%
Manifestation économiques										
Participation à des évènements économiques	Nb	36		6	100%		0		6	17%
Participants à des évènements économiques	Nb			35			0		35	
Dont femmes	Nb						0		0	
<u>Volet Finance Rurale</u>										
Caisse IMF mise en place	Nb	8	4		0%		0		0	0%
Nombre membres	Nb	7800	3180	3401	100%		0		3401	44%
Dont femmes	Nb		840	935	100%		0		935	
Montant total de crédit octroyé	USD		384000	902958			0		902958	
COMPOSANTE 3: GESTION DU PROJET ET SUIVI EVALUATION										
SOUS COMPOSANTE 3.1: COORDINATION ET GESTION DU PROJET										
Réunions CROS et CNP réalisées	Nb	14	3	6	100%	1	3	100%	9	
Visites de terrains CROS et CNP	Nb	7	1	0	0%	1	0	0%	0	0%
Taux de réalisation du PTBA	%		100				0		0	
SOUS COMPOSANTE 3.2: SUIVI EVALUATION ET GESTION DES SAVOIRS										
<u>Volet suivi évaluation</u>										
Enquête ROR réalisée	Nb	3	1	0	0%	1	1	100%	1	33%
Enquête sondage de rendement réalisée	Nb	30	5	1	20%	5	2	40%	3	10%
<u>Volet information communication</u>										
Dépliants, affiches, roll up élaborés	Nb		10	0	0%		0		0	
Emissions radiophoniques diffusées	Nb		5	0	0%		0		0	

Madagascar

Project to Support Development in the Menabe and Melaky Regions - Phase II Supervision Report

Appendix 3: Compliance with legal covenants: status of implementation

Mission Dates: 17/07/2018 to 31/07/2018
Document Date: 03/09/2018
Project No. 2000000850
Report No. 4852-MG

East and Southern Africa Division
Programme Management Department

Appendice 3: Respect des dispositions de l'accord de financement: Etat d'avancement

Section	Disposition	Objectif/date prévue	État d'avancement/date
Section B.5	Deux comptes désignés libellés en dollar des Etats-Unis (USD) destinés à recevoir les fonds provenant du prêt du Fonds et du don du Fonds fiduciaire ASAP sont ouverts au nom de l'emprunteur auprès de la Banque centrale de Madagascar	Au début du Projet	Disposition respectée. Les deux comptes désignés ont été ouverts conformément aux dispositions de l'accord de financement et les dépôts initiaux ont été reçus le 10 novembre 2016
Section B.6	L'emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du Projet en monnaie locale pour un montant équivalent à Sept millions sept cents mille dollar des Etats-Unis (7 700 000 USD). Ces fonds représentent la contribution monétaire de l'Emprunteur au financement du Projet sur ses ressources propres internes, ainsi que l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le projet. Un compte de Projet sera ouvert en monnaie locale auprès du Trésor public ou d'un établissement bancaire acceptable pour le Fonds afin de recevoir la contribution monétaire de l'Emprunteur.	Annuellement	Disposition respectée. La contribution en numéraire totale pour l'exercice 2016-17 a été de 1 milliard MGA. Les autres contributions de l'Etat sont valorisées à 1,9 milliard MGA, soit un total d'environ 1 million USD au 30 juin 2018. Pour l'année 2018, un montant de 800 millions MGA a été inscrit dans la Loi de finances 2018, dont une partie a été déjà décaissée.
Annexe 1 II A 2	Le pilotage du Projet est assuré à deux niveaux: national et régional. L'orientation et le pilotage du Projet sont maintenus à travers un Comité national de pilotage (CNP) et des Comités régionaux d'orientation et de suivi (CROS)	Annuellement	Disposition respectée. Les réunions des CROS ont eu lieu respectivement le 7 et le 9 décembre 2017 pour les régions du Menabe et du Melaky et ont abouti à la pré-approbation du PTBA 2018 avec des recommandations et observations. Le document final tenant compte de ces observations a été soumis au CNP lors de sa réunion du 21 décembre 2017, date à laquelle le PTBA 2018 a été approuvé avec des recommandations et observations.
Annexe 3	Recrutement. La reconduction du personnel d'AD2M et le recrutement du personnel additionnel nécessaire se feront sur la base de contrats renouvelables, ne pouvant, en toute hypothèse, excéder la durée du Projet. La sélection du personnel cadre du Projet se fera par voie d'appel d'offres national publié dans la presse. Le personnel du Projet sera soumis à des évaluations de performances organisées annuellement. Il pourra être mis fin à leur contrat en fonction des résultats de ces évaluations. La décision de rompre les contrats du personnel cadre sera décidée en accord avec le Fonds.	Au démarrage du Projet	Disposition respectée, en cours de finalisation. La reconduction du personnel de la phase 1 a eu lieu en 2016 pour des contrats portant sur la durée du Projet. La sélection du reste du personnel s'est faite par voie d'appel à candidatures; tous les postes clés ont été pourvus sauf le recrutement de l'Agronome pôle et d'un Chargé de passation de marchés à cause d'appels d'offres infructueux. Un Assistant en passation de marchés a pu être recruté.
CGAFDA Section 7.08	L'assurance pour les biens et les constructions doit être financée par les fonds du financement conformément à des saines pratiques commerciales.	Pendant la mise en œuvre du Projet	Disposition respectée, en cours de finalisation. L'assurance des véhicules est payée par l'UGP. L'assurance pour les constructions en cours est prise en charge par les entreprises de travaux. L'assurance des locaux et biens de l'UGP est en cours: cotations reçues des sociétés d'assurance. La signature devrait intervenir au plus tard en septembre 2018.

Section	Disposition	Objectif/date prévue	État d'avancement/date
Section 8.03	Rapport d'activités et examens à mi-parcours: a) L'agent principal, ou une autre partie désignée dans l'accord, remet au Fonds des rapports d'activités périodiques conformes en la forme et sur le fonds aux exigences du Fonds.	Semestriel & annuel	Disposition respectée. Les rapports semestriels sont envoyés régulièrement au FIDA. Le rapport annuel 2017 a été également envoyé au FIDA.
Section 9.03 a) et b)	L'Emprunteur/ Le Bénéficiaire doit: a) faire vérifier, chaque année fiscale les comptes; b) remettre au Fonds dans les six (6) mois suivant la fin de l'année fiscale, le rapport d'audit et la réponse à la lettre de recommandation.	30 juin 2018	Disposition respectée. Le premier rapport d'audit portant sur le premier exercice 2016 /2017 a été envoyé au FIDA le 30 juin 2018.